



**GOVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Rapport annuel de performances

Annexe au projet de loi de règlement du budget  
et d'approbation des comptes pour 2023

PROGRAMME 144  
Environnement et prospective de la politique de  
défense



PROGRAMME 144  
**Environnement et prospective de la politique  
de défense**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

### Alice RUFO

*Directrice générale des relations internationales et de la stratégie*

Responsable du programme n° 144 : Environnement et prospective de la politique de défense

Le programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » rassemble les actions contribuant à éclairer le ministère des Armées sur l'environnement stratégique présent et futur, dans le but d'élaborer et de conduire la politique de défense de la France. Ces actions contribuent à la fonction « connaissance et anticipation » de la Revue stratégique de défense et de sécurité nationale (2017), confirmée par la revue nationale stratégique présentée fin 2022 :

- « Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la défense » (action 3) ;
- « Prospective de défense » (action 7) ;
- « Relations internationales et diplomatie de défense » (action 8).

La directrice générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) est responsable du programme 144, en cohérence avec les responsabilités qu'elle exerce par ailleurs en matière de pilotage de l'action internationale du ministère, de prospective et de stratégie de défense. Dans un contexte d'élaboration de la nouvelle loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030, l'année 2023 s'est caractérisée par un environnement stratégique instable et incertain, marqué par la poursuite du conflit en Ukraine et le conflit de la bande de Gaza, la reconfiguration de notre dispositif en Afrique, la compétition stratégique accrue en indopacifique et les enjeux migratoires, environnementaux et énergétiques.

### **Rechercher et exploiter le renseignement de défense**

Pour la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), l'exercice 2023 s'est déroulé dans un contexte économique très défavorable, marqué notamment par l'inflation globale, ainsi que par la volatilité des prix des matières premières et de l'énergie consécutifs à la crise sanitaire et au conflit en Ukraine. Ces contraintes ont pesé de manière significative sur le niveau de ressource du Service et ont nécessité un pilotage actif de l'allocation des moyens tout au long de l'année.

Sur le plan capacitaire, la DGSE a poursuivi ses efforts et renforcé sa politique de mutualisation au contact de l'ensemble des services spécialisés de renseignement. Au niveau technique, la DGSE constitue toujours un acteur moteur dans plusieurs programmes stratégiques particulièrement sensibles.

Le plan d'action stratégique s'est poursuivi dans un contexte de réforme interne du Service et l'année 2023 a été par ailleurs marquée par l'achèvement de la procédure de consultation du nouveau siège et l'attribution du marché, dont la notification doit intervenir en 2024, au candidat retenu.

La DRSD a investi dans de nouveaux outils afin de dynamiser le renseignement. Ainsi, son futur fichier de souveraineté a été testé en 2023 et sera prêt à être pleinement déployé, après une dernière phase de test pendant les jeux olympiques et paralympiques, à l'horizon 2025.

Ensuite, la DRSD a modernisé ses activités de protection par la mise en place d'outils innovants lui permettant de faire face à l'accroissement permanent des demandes d'enquêtes qui lui sont adressées. Le Service prépare d'ores et déjà son emménagement, qui devrait avoir lieu en 2025, par un profond travail d'organisation des espaces et de répartition des équipes pour promouvoir une nouvelle manière de travailler au service d'un renseignement rapide et de qualité.

### **Soutenir la recherche stratégique au profit des études de prospective et de stratégie de défense**

En matière de soutien à la recherche universitaire, l'année 2023 s'est traduite par la poursuite du financement des deux labels « Centre d'excellence » attribués fin 2020 à deux laboratoires des universités Paris 8 (GEODE) et Jean Moulin Lyon 3 (IESD) pour cinq années, l'attribution de dix allocations doctorales et de deux allocations postdoctorales et l'organisation de neuf rencontres entre partenaires institutionnels, privés et jeunes chercheurs.

La loi de programmation militaire (LPM) a confirmé en 2023 le principe d'augmentation pluriannuelle des moyens alloués aux actions développées par la DGRIS en matière de recherche stratégique. Cette montée en puissance a permis en 2023 la signature d'une nouvelle convention avec le Centre interdisciplinaire sur les enjeux stratégiques de l'École normale supérieure (CIENS) - afin de contribuer au développement de ce centre par le financement de chercheurs, la création de modules de cours et le soutien au fonctionnement - ainsi que la création d'une antenne de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) à Bruxelles - afin de favoriser le rayonnement de la recherche française.

En matière de relation avec les *Think Tanks*, la DGRIS a poursuivi le renforcement de l'exploitation et de valorisation des études financées. Les contrats ont été modifiés afin de systématiser la prise en compte d'un volet événementiel ainsi que la traduction des travaux afin d'en assurer une plus large diffusion. La DGRIS a également pris en compte l'inflation en matière de prestations intellectuelles, en particulier pour ce qui concerne les activités événementielles, fortement soumises à l'augmentation de certains postes (transports, etc.). Enfin, la DGRIS a organisé le 12 décembre 2023 la première édition du « Forum des études stratégiques » rassemblant les prestataires d'études (*Think Tanks*, instituts de recherche, etc.) et les armées, directions et services du ministère des Armées, et reflétant la diversité thématique du dispositif des études (18 observatoires représentés, couvrant les sujets cyber, climat, conflits futurs, Russie, Indopacifique, Moyen-Orient, etc.). Ce forum a vocation à devenir annuel et contribue directement à la valorisation des productions et des équipes de recherche auxquelles fait appel le ministère des Armées.

### **Définir les systèmes de forces futurs et contribuer à la maîtrise de capacités industrielles et technologiques cohérentes**

En 2023, les principales études ont porté sur la préparation des évolutions du *Rafale*, la défense sol-air, la lutte anti-drone, l'hypervélocité, la robotique sous-marine, le combat collaboratif, la protection et la surveillance, le financement de l'accompagnement national des projets du Fonds européen de défense (FEDef). Elles ont permis :

- d'une part, le lancement :
  - d'études dans le domaine des drones sous-marin ;
  - d'études dans le domaine de la protection et de surveillance basse couche et à très haute altitude ;
  - d'études dans le domaine des corvettes multi-rôles ;
  - d'études dans le domaine du combat collaboratif terrestre.
- d'autre part, la poursuite :
  - des études sur les capacités de communications souveraines par satellite ;
  - des études préparatoires aux futures capacités spatiales de renseignement d'origine image et électromagnétique ;
  - des études contribuant à la préparation des évolutions du *Rafale* et du système de combat aérien du futur ;
  - des études concernant le démonstrateur de planeur hypersonique ;
  - des études dans le domaine de la défense sol-air ;
  - des études préparatoires au renouvellement des capacités de la dissuasion ;
  - des études des futurs incréments des systèmes de défense NRBC ;
  - d'études sur les futurs armements du combat terrestre ;
  - des études dans le domaine de la lutte anti-drones ;
  - des études dans le domaine du quantique ;
  - des études dans le domaine de l'intelligence artificielle ;
  - des investissements des fonds d'investissement en capital-risque « Fonds innovation défense » et « DEFINVEST ».

Plus d'un milliard d'euros ont été investis pour les études amont, conformément aux ambitions de la LPM 2019-2025. La Commission européenne a octroyé fin 2023 les subventions des projets sélectionnés au titre de l'appel à projet 2022 du Fonds européen de défense (FEDef) ; les contrats d'accompagnement nationaux seront notifiés en 2024 et 2025.

S'agissant des opérateurs, l'exercice 2023 correspond à la deuxième année du contrat d'objectifs et de performance 2022-2026. L'ONERA a enregistré un niveau de prises de commandes en 2023, supérieur à celui de l'année 2022, confirmant son statut de référence dans les domaines aéronautique et spatial.

L'École polytechnique et l'Institut polytechnique de Paris (IP Paris) ont lancé, à l'initiative du Gouvernement, les travaux de réforme de leur gouvernance visant à renforcer la performance et la visibilité internationale de l'Institut et de ses écoles-membres, et à renforcer l'intégration de la recherche au sein d'IP Paris. L'ENSTA Paris et l'ENSTA Bretagne ont lancé les travaux de fusion devant permettre de créer une grande école des souverainetés, membre d'IP Paris. L'Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (ISAE SUPAERO) a poursuivi ses travaux avec l'École nationale de l'aviation civile (ENAC) et l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA), en vue de mieux mutualiser leurs forces complémentaires dans le domaine de l'ingénierie aérospatiale.

### **Orienter et conduire la diplomatie de défense**

Dans un environnement très instable, volatile et complexe, la DGRIS a assuré tout au long de l'année 2023 le pilotage et la coordination de l'action internationale du ministère des Armées, en pleine cohérence avec l'action diplomatique du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE). Elle s'est appuyée non seulement sur les 92 missions de défense bilatérales qui couvrent 161 pays mais aussi sur les représentations militaires et de défense auprès des organisations internationales, placées sous son autorité. Ses actions de pilotage et de coordination de l'action internationale procèdent notamment des moyens de l'EMA et de la direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD). Elles se sont traduites par la validation de 115 plans de coopération en 2023. L'année 2023 a enfin permis d'accroître le réseau diplomatique de défense avec l'ouverture de missions de défense en Arménie, au Suriname et aux Comores.

En 2023, au titre des relations internationales, la DGRIS a financé :

- la contribution forfaitaire de la France à la République de Djibouti au titre de la présence des forces françaises stationnées, conformément au traité de coopération en matière de défense ratifié en 2013 ;
- la participation française au budget de fonctionnement de l'Agence européenne de défense (AED) ;
- la contribution du ministère des Armées au financement du « Forum de la paix de Paris » (événement international portant sur les questions de gouvernance mondiale et de multilatéralisme) ;
- la participation française à l'organisation de la septième édition du « Forum international de Dakar » sur la paix et la sécurité en Afrique ;
- les dépenses de fonctionnement des missions et des représentations militaires auprès des organisations internationales.

## **RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE**

### **OBJECTIF 1 : Améliorer le niveau de sécurité des forces et du patrimoine industriel et économique lié à la défense (DRSD)**

INDICATEUR 1.1 : Taux d'avis émis dans les délais prescrits

INDICATEUR 1.2 : Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits

### **OBJECTIF 2 : Développer les capacités scientifiques technologiques et industrielles nécessaires à la défense**

INDICATEUR 2.1 : Taux de progression des technologies spécifiques nécessaires à la défense

**OBJECTIF 3 : Développer des capacités spatiales et de défense souveraines**

INDICATEUR 3.1 : Taux de réalisation des études

INDICATEUR 3.2 : Taux de progression des études

**OBJECTIF 4 : Contribuer à l'autorisation et au contrôle des transferts des biens et technologies sensibles**

INDICATEUR 4.1 : Délai de traitement des dossiers d'exportation de matériels de guerre

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 - Améliorer le niveau de sécurité des forces et du patrimoine industriel et économique lié à la défense (DRSD)

### INDICATEUR

#### 1.1 - Taux d'avis émis dans les délais prescrits

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2021 Réalisation	2022 Réalisation	2023 Cible	2023 Réalisation	Atteinte de la cible	2024 Cible
Taux d'avis émis dans les délais prescrits	%	95,2	95,7	95	98	cible atteinte	95

#### Commentaires techniques

##### Précisions méthodologiques

Cet indicateur de la performance de la chaîne « habilitation » de la DRSD est élaboré sur une période annuelle.

L'indicateur, représentatif de la fonction « habilitation », agglomère des procédures d'habilitations très différentes dans leur fonction, leur volume et la charge de travail représentée (Contrôle élémentaire / Secret / Très secret). Les niveaux d'habilitation Contrôle élémentaire et Secret nécessitent un délai d'enquête d'une durée de deux mois ; ils représentent en volume la majeure partie des avis émis. Le niveau de classification Très secret nécessite une enquête plus approfondie d'une durée de trois mois.

Pour mesurer de manière plus précise la tendance, la DRSD tient compte des délais réglementaires effectifs.

Les procédures d'habilitation font l'objet de dispositions réglementaires précises et contraignantes qui prennent en compte, par exemple, les directives de l'OTAN dans ce domaine.

Source des données : DRSD.

Mode de calcul :

Numérateur : nombre d'avis de sécurité émis dans les délais prescrits dans la période considérée.

Dénominateur : nombre total d'avis émis dans cette même période.

### ANALYSE DES RÉSULTATS

Dans la poursuite des efforts réalisés en 2022 et afin de continuer à faire face à l'accroissement continu des demandes reçues (+20 % en 2023), le Service s'est doté d'outils permettant d'accélérer et de rationaliser le traitement de ces demandes. Par ailleurs, de nouveaux processus et une nouvelle organisation du travail ont également été mis en place. C'est ainsi qu'en 2023, le Service atteint le taux de 98 % d'avis émis dans les délais réglementaires.

**INDICATEUR****1.2 – Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2021 Réalisation	2022 Réalisation	2023 Cible	2023 Réalisation	Atteinte de la cible	2024 Cible
Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits	%	95,6	94,8	95	92	absence amélioration	80

**Commentaires techniques****Précisions méthodologiques**

Les inspections conduites par la DRSD permettent de s'assurer que les sites sensibles pour la défense sont maintenus au meilleur niveau de sécurité.

Le catalogue de sites ainsi que les périodicités des inspections sont des données sensibles qui ne peuvent figurer directement dans un document à vocation publique.

Source des données : DRSD.

Mode de calcul :

Numérateur : nombre de sites et d'entreprises inspectés dans la période considérée figurant dans la programmation annuelle.

Dénominateur : nombre total de sites et de sociétés titulaires de marchés classés de défense à périodicité de contrôle échue dans la même période.

**ANALYSE DES RÉSULTATS**

À l'instar de 2022, la totalité des points d'importance vitale (PIV), des installations prioritaires de défense (IPD) et des installations nucléaires intéressant la dissuasion (INID) a été inspectée dans le respect des programmations fixées avec la direction de la protection des installations de défense (DPID) et la direction des applications militaires du commissariat à l'énergie atomique (DAM/CEA).

Concernant les sites étatiques, le nombre d'inspection a été supérieur à la programmation.

S'agissant des sites industriels de moindre sensibilité, le taux de réalisation est inférieur à la cible en raison notamment d'un grand nombre de reports d'inspection de la part d'industriels.

**OBJECTIF**

**2 – Développer les capacités scientifiques technologiques et industrielles nécessaires à la défense**

**INDICATEUR****2.1 – Taux de progression des technologies spécifiques nécessaires à la défense**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2021 Réalisation	2022 Réalisation	2023 Cible	2023 Réalisation	Atteinte de la cible	2024 Cible
Taux de progression des technologies spécifiques nécessaires à la défense	%	81,4	80,3	80	82	cible atteinte	80

**Commentaires techniques****Précisions méthodologiques**



Cet indicateur mesure le taux de progression des technologies nécessaires à la défense et dont la maturation est financée au moyen des études amont.

L'indicateur mesure la performance annuelle dans l'acquisition de ces technologies, sur la base d'un échantillonnage des différents domaines technologiques investigués (agrégats de science, recherche, technologie et innovation (S&T)). Les jalons des feuilles de route d'acquisition de ces technologies sont des étapes clés dans la progression technologique et sont exprimés en TRL (*Technology Readiness Level*) permettant de situer le niveau de maturité de la technologie sur une échelle allant de 1 à 7 ; le niveau 7 correspondant à une maturité suffisante pour une prise en compte éventuelle dans un programme d'armement.

Cette méthodologie (TRL) est reconnue au niveau international dans le domaine des sciences et des technologies (S&T), utilisée par des organismes dont l'Agence européenne de défense, la Commission européenne, le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, sur des domaines analogues aux études amont notamment dans les domaines de la recherche, de l'innovation, mais aussi ceux de l'industrie spatiale, de l'aéronautique de défense, etc.

Source des données : DGA / AID.

Mode de calcul :

L'indicateur mesure chaque année la somme pondérée des augmentations de TRL démontrées par le franchissement de jalons effectivement atteints dans l'année, rapportée à la même quantité calculée sur les jalons prévus.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Le taux de progression des technologies (TRL) atteint 82 % en 2023, ce qui est supérieur à l'objectif de 80 %. Ce taux correspond au franchissement effectif de 56 jalons sur les 67 prévus initialement.

Sur ces 56 jalons, 52 ont été franchis avec le niveau de maturité technologique (TRL) et le périmètre technique prévus, 4 jalons avec un TRL inférieur à celui attendu.

On peut citer à titre d'exemple :

- dans le domaine de l'innovation aéromobilité : la validation du modèle numérique d'un leurre pyrotechnique au format 1 pouce avec effet cinématique et classique (bande 1) pour hélicoptères et gros porteurs ;
- dans le domaine de l'innovation combat aérien et frappe air-sol : la démonstration multi-SESAME face à deux radars en réseau ;
- dans le domaine de l'innovation combat naval et lutte sous la mer : le système de mise à la masse active adapté à 2 lignes d'arbres ;
- dans le domaine de l'innovation combat terrestre : la réalisation et l'évaluation d'un démonstrateur de casque TAP F3+ allégé (objectif 30 %), en travaillant sur les nouveaux matériaux disponibles et sur des procédés de fabrication innovants ;
- dans le domaine de l'innovation cyberdéfense : le rapport de caractérisation des détecteurs photoniques SWIR ;
- dans le domaine de l'innovation défense NRBC : les tests de la camera SIMAGAZ pour la détection de gaz à distance, et l'étalonnage sur le banc SALSAS pour la détection et la quantification de gaz ;
- dans le domaine de l'innovation espace : la revue de définition préliminaire YODA ;
- dans le domaine de l'innovation frappe dans la profondeur : l'expérimentation d'un planeur hypersonique manœuvrant ;
- dans le domaine de l'innovation protection et surveillance : la qualification de l'interface du module de brouillage V1 avec le modèle de scènes électromagnétiques du logiciel EMPRISE ;
- dans le domaine de l'innovation recherche académique, captation d'innovation et innovation d'usage : la réalisation d'une maquette de détection et de caractérisation de malwares ;
- dans le domaine de l'innovation socle des technologies émergentes de défense : l'élaboration automatique de modes RADAR Doppler en fonction de l'environnement ;
- dans le domaine de l'innovation supériorité informationnelle : le développement d'algorithmes de compression/décompression et de réduction ELINT/COMINT.

Parmi les 11 jalons non validés :

- 10 ont fait l'objet de retards et d'un report sur 2024. Ces retards sont dus à des aléas techniques d'origine industrielle ou étatique inhérents aux activités d'études amont. Les travaux vont se poursuivre et devraient aboutir en 2024 ;
- 1 n'a pas été franchi et nécessite des essais complémentaires pour atteindre le niveau de maturité requis correspondant au TRL visé.

## OBJECTIF

### 3 - Développer des capacités spatiales et de défense souveraines

## INDICATEUR

### 3.1 - Taux de réalisation des études

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2021 Réalisation	2022 Réalisation	2023 Cible	2023 Réalisation	Atteinte de la cible	2024 Cible
Taux de réalisation des études	%	Sans objet	Sans objet	Sans objet	54	donnée non retenue	100

#### Commentaires techniques

#### Précisions méthodologiques

L'indicateur taux de réalisation des études mesure la performance annuelle du ministère en vue de futures acquisitions de capacités de défense dans l'espace.

Le taux de réalisation calcule l'avancement des engagements juridiques des études prévues par l'opération budgétaire (OB) « espace ».

L'indicateur a été créé par amendement parlementaire, il n'y avait pas de cible déterminée pour 2023.

Source des données : DGA/AID.

Mode de calcul :

Le calcul se base sur la consommation des autorisations d'engagement (AE) consacrées par l'OB « espace »

L'indicateur taux de réalisation est le rapport entre AE consommées et AE prévues en LFI I (%) =  $AE_{consommées} / AE_{prévues\ en\ LFI}$

$$I (\%) = \frac{AE_{consommées}}{AE_{prévues\ en\ LFI}}$$

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Le taux de 54 % de réalisation d'études est lié à des redéploiements de crédits réalisés dans le cadre d'une reconfiguration des besoins. Les travaux lancés sur l'OB « Dissuasion » et sur l'OB « Information et renseignement (hors espace) » ont ainsi été priorisés par rapport à l'OB « Espace ». Certains engagements de l'OB « Espace » ont été reportés, par exemple les engagements relatifs aux traitements hyperspectraux adaptés au milieu spatial.

## INDICATEUR

### 3.2 - Taux de progression des études

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2021 Réalisation	2022 Réalisation	2023 Cible	2023 Réalisation	Atteinte de la cible	2024 Cible
Taux de progression des études	%	Sans objet	Sans objet	Sans objet	100	donnée non retenue	100

### Commentaires techniques

#### Précisions méthodologiques

L'indicateur taux de progression des études mesure la performance annuelle du ministère en vue de futures acquisitions de capacités de défense dans l'espace.

Le taux de progression s'appuie sur la notion de jalon qui sanctionne l'avancement des projets de développement des démonstrateurs.

L'indicateur a été créé par amendement parlementaire, il n'y avait pas de cible déterminée pour 2023.

Source des données : DGA/AID.

Mode de calcul :

Le calcul est basé sur la somme pondérée (SP) des passages de revue réalisés.

L'indicateur taux de progression est le rapport entre SP réalisée et SP prévue :  $I (\%) = \frac{SP_{réalisée}}{SP_{prévue}}$

### ANALYSE DES RÉSULTATS

Dans le domaine de la surveillance de l'espace, des études de levée de risques sur la composante électromagnétique ont été lancées. De bons résultats ont été obtenus dans la préparation des moyens spatiaux futurs de renseignement d'origine image et électromagnétique. Les travaux sur le démonstrateur satellite hyperspectral se sont poursuivis.

Les études sur la composante spatiale d'alerte avancée et sur la capacité d'action dans l'espace se sont poursuivies. Les travaux de définition sur l'emploi opérationnel d'un démonstrateur satellite ont été finalisés.

## OBJECTIF

4 - Contribuer à l'autorisation et au contrôle des transferts des biens et technologies sensibles

## INDICATEUR

4.1 - Délai de traitement des dossiers d'exportation de matériels de guerre

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2021 Réalisation	2022 Réalisation	2023 Cible	2023 Réalisation	Atteinte de la cible	2024 Cible
Délai moyen d'instruction "Défense" des demandes de licence	Nb jours	22	16	22	24	absence amélioration	22

### Commentaires techniques

#### Précisions méthodologiques

Source des données : DGA/DI. Les données contribuant à la mesure de l'indicateur sont produites par le système d'information SIGALE.

L'indicateur est calculé à partir de données extraites du système d'information SIGALE. Ce système permet de traiter les nouvelles licences d'exportation suite à la transposition de la directive européenne sur les transferts intracommunautaires de juin 2009, ce texte ayant entraîné une réforme globale du système de contrôle des transferts de biens de défense et des matériels de guerre et matériels assimilés (Loi du 22 juin 2011). L'entrée en service de SIGALE est intervenue mi-2014. Une fois la recevabilité acquise, le délai de traitement « défense » a été fixé par le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) à 20 jours, avant son examen par la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG).

Mode de calcul : cet indicateur mesure le délai écoulé entre la date à laquelle une demande de licence est déclarée « recevable » et la date d'achèvement de l'instruction de cette demande par le ministère des armées.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

L'année 2023 a été marquée d'une part, par un volume de demandes industrielles significativement supérieur aux années antérieures avec un niveau croissant de complexité de la structure de licences, et, d'autre part, par un environnement RH contraint. Dans ce contexte, le délai moyen de traitement est resté globalement maîtrisé.

## Présentation des crédits

### 2023 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i>	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France	197 142 357 342 180 462	269 827 523 154 272 312	340 000 379 800		<b>467 309 880</b> <b>496 832 574</b>	477 905 015
03.31 – Renseignement extérieur	180 330 938 325 118 943	259 757 523 146 033 054	280 000 311 400		<b>440 368 461</b> <b>471 463 397</b>	450 943 596
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	16 811 419 17 061 519	10 070 000 8 239 258	60 000 68 400		<b>26 941 419</b> <b>25 369 177</b>	26 961 419
07 – Prospective de défense	1 385 548 572 1 218 231 572	22 454 962 6 490 123	73 473 137 115 921 032	24 544 409	<b>1 481 476 671</b> <b>1 365 187 136</b>	1 482 476 671
07.01 – Analyse stratégique	7 460 801 7 052 270		370 000		<b>7 830 801</b> <b>7 052 270</b>	7 830 801
07.02 – Prospective des systèmes de forces	22 727 775 21 297 232	318 535	349 000		<b>22 727 775</b> <b>21 964 767</b>	22 727 775
07.03 – Etudes amont	1 059 496 840 885 530 918	6 171 588	51 000 000 93 468 895		<b>1 110 496 840</b> <b>985 171 401</b>	1 111 496 840
07.04 – Gestion des moyens et subventions	295 863 156 304 351 152	22 454 962	22 103 137 22 103 137	24 544 409	<b>340 421 255</b> <b>350 998 698</b>	340 421 255
08 – Relations internationales et diplomatie de défense	4 182 433 4 348 512		36 874 920 33 668 439		<b>41 057 353</b> <b>38 016 951</b>	41 057 353
<b>Total des AE prévues en LFI</b>	<b>1 586 873 362</b>	<b>292 282 485</b>	<b>110 688 057</b>	<b>0</b>	<b>1 989 843 904</b>	<b>2 001 439 039</b>
Ouvertures / annulations par FdC et AdP		+7 148 791 (hors titre 2)			+7 148 791	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP		+1 187 399 207 (hors titre 2)			+1 187 399 207	
Total des AE ouvertes		3 184 391 902 (hors titre 2)			3 184 391 902	
<b>Total des AE consommées</b>	<b>1 564 760 546</b>	<b>160 762 435</b>	<b>149 969 271</b>	<b>24 544 409</b>	<b>1 900 036 661</b>	

#### 2023 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i>	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France	228 905 464 257 835 283	247 574 651 249 906 976	340 000 120 000		<b>476 820 115</b> <b>507 862 259</b>	487 415 250
03.31 – Renseignement extérieur	212 364 396 239 674 216	204 924 300 206 290 126	280 000 120 000		<b>417 568 696</b> <b>446 084 342</b>	428 143 831
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	16 541 068 18 161 067	42 650 351 43 616 850	60 000		<b>59 251 419</b> <b>61 777 917</b>	59 271 419
07 – Prospective de défense	1 292 402 123 1 221 606 995	22 454 962 4 986 319	73 473 137 101 727 441	24 544 409	<b>1 388 330 222</b> <b>1 352 865 163</b>	1 389 330 222
07.01 – Analyse stratégique	8 360 801		370 000		<b>8 730 801</b>	8 730 801

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2023</i> Consommation 2023						
	6 174 824		15 000		<b>6 189 824</b>	
07.02 – Prospective des systèmes de forces	22 727 775 19 277 733		349 000		<b>22 727 775</b> <b>19 802 870</b>	22 727 775
07.03 – Etudes amont	965 450 391 891 803 287		51 000 000 79 260 304		<b>1 016 450 391</b> <b>975 873 772</b>	1 017 450 391
07.04 – Gestion des moyens et subventions	295 863 156 304 351 152	22 454 962	22 103 137 22 103 137	24 544 409	<b>340 421 255</b> <b>350 998 698</b>	340 421 255
08 – Relations internationales et diplomatie de défense	4 182 433 3 802 908		36 874 920 34 379 988		<b>41 057 353</b> <b>38 182 896</b>	41 057 353
<b>Total des CP prévus en LFI</b>	<b>1 525 490 020</b>	<b>270 029 613</b>	<b>110 688 057</b>	<b>0</b>	<b>1 906 207 690</b>	<b>1 917 802 825</b>
Ouvertures / annulations par FdC et AdP		+7 148 791 (hors titre 2)			+7 148 791	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP		-14 267 311 (hors titre 2)			-14 267 311	
Total des CP ouverts		1 899 089 170 (hors titre 2)			1 899 089 170	
<b>Total des CP consommés</b>	<b>1 483 245 187</b>	<b>254 893 295</b>	<b>136 227 429</b>	<b>24 544 409</b>	<b>1 898 910 319</b>	

## 2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022						
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France	240 367 033 283 526 688	424 711 854 199 800 767	235 000 250 800		665 313 887	<b>665 673 887</b> <b>483 578 255</b>
03.31 – Renseignement extérieur	228 085 107 266 018 414	412 845 140 192 408 708	235 000 182 400		641 165 247	<b>641 465 247</b> <b>458 609 522</b>
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	12 281 926 17 508 274	11 866 714 7 392 059	68 400		24 148 640	<b>24 208 640</b> <b>24 968 734</b>
07 – Prospective de défense	1 421 793 734 1 292 577 496	4 183 279	11 603 903 110 832 999	6 416 707 6 416 707	1 439 814 344	<b>1 440 814 344</b> <b>1 414 010 481</b>
07.01 – Analyse stratégique	9 233 336 6 558 999		370 000 385 500		9 603 336	<b>9 603 336</b> <b>6 944 499</b>
07.02 – Prospective des systèmes de forces	22 562 620 22 268 806		328 000		22 562 620	<b>22 562 620</b> <b>22 596 806</b>
07.03 – Etudes amont	1 109 940 500 979 601 316	4 183 279	3 084 000 101 774 649		1 113 024 500	<b>1 114 024 500</b> <b>1 085 559 243</b>
07.04 – Gestion des moyens et subventions	280 057 278 284 148 376		8 149 903 8 344 850	6 416 707 6 416 707	294 623 888	<b>294 623 888</b> <b>298 909 933</b>
08 – Relations internationales et diplomatie de défense	4 710 258 4 078 792		36 596 008 33 363 470		41 306 266	<b>41 306 266</b> <b>37 442 262</b>
<b>Total des AE prévues en LFI</b>	<b>1 666 871 025</b>	<b>424 711 854</b>	<b>48 434 911</b>	<b>6 416 707</b>	<b>2 146 434 497</b>	<b>2 147 794 497</b>
<b>Total des AE consommées</b>	<b>1 580 182 976</b>	<b>203 984 046</b>	<b>144 447 269</b>	<b>6 416 707</b>		<b>1 935 030 998</b>

## 2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i>						
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France	208 834 530 253 841 560	200 402 626 228 738 790	235 000 340 800		409 472 156	<b>409 832 156</b> <b>482 921 150</b>
03.31 – Renseignement extérieur	196 512 604 236 299 450	177 303 273 210 201 403	235 000 272 400		374 050 877	<b>374 350 877</b> <b>446 773 253</b>
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	12 321 926 17 542 111	23 099 353 18 537 387	68 400		35 421 279	<b>35 481 279</b> <b>36 147 897</b>
07 – Prospective de défense	1 309 636 605 1 214 834 356	4 356 657	11 603 903 94 055 192	6 416 707 6 416 707	1 327 657 215	<b>1 328 657 215</b> <b>1 319 662 911</b>
07.01 – Analyse stratégique	8 293 336 7 102 587		370 000 440 500		8 663 336	<b>8 663 336</b> <b>7 543 087</b>
07.02 – Prospective des systèmes de forces	22 562 620 16 990 053		328 000		22 562 620	<b>22 562 620</b> <b>17 318 053</b>
07.03 – Etudes amont	998 723 371 906 541 912	4 356 657	3 084 000 84 948 421		1 001 807 371	<b>1 002 807 371</b> <b>995 846 990</b>
07.04 – Gestion des moyens et subventions	280 057 278 284 199 804		8 149 903 8 338 271	6 416 707 6 416 707	294 623 888	<b>294 623 888</b> <b>298 954 782</b>
08 – Relations internationales et diplomatie de défense	4 710 258 4 140 013		36 596 008 33 223 470		41 306 266	<b>41 306 266</b> <b>37 363 483</b>
<b>Total des CP prévus en LFI</b>	<b>1 523 181 393</b>	<b>200 402 626</b>	<b>48 434 911</b>	<b>6 416 707</b>	<b>1 778 435 637</b>	<b>1 779 795 637</b>
<b>Total des CP consommés</b>	<b>1 472 815 930</b>	<b>233 095 447</b>	<b>127 619 462</b>	<b>6 416 707</b>		<b>1 839 947 545</b>

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2022	Ouvertes en 2023	Consommées* en 2023	Consommées* en 2022	Ouverts en 2023	Consommées* en 2023
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	1 580 182 976	1 586 873 362	1 564 760 546	1 472 815 930	1 525 490 020	1 483 245 187
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 295 983 172	1 291 010 206	1 260 365 394	1 188 616 126	1 229 626 864	1 178 894 035
Subventions pour charges de service public	284 199 804	295 863 156	304 395 152	284 199 804	295 863 156	304 351 152
Titre 5 – Dépenses d'investissement	203 984 046	292 282 485	160 762 435	233 095 447	270 029 613	254 893 295
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	191 621 960	259 833 361	146 516 526	216 588 154	234 957 979	241 212 609
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	12 362 086	9 994 162	14 245 909	16 507 293	12 616 672	13 680 686
Subventions pour charges d'investissement	0	22 454 962	0	0	22 454 962	0
Titre 6 – Dépenses d'intervention	144 447 269	110 688 057	149 969 271	127 619 462	110 688 057	136 227 429
Transferts aux entreprises	46 728 864	46 300 000	31 641 769	47 510 367	46 300 000	39 535 102
Transferts aux collectivités territoriales	326 147	22 103 137	0	97 844	22 103 137	0
Transferts aux autres collectivités	97 392 259	42 284 920	118 327 502	80 011 251	42 284 920	96 692 326
Titre 7 – Dépenses d'opérations financières	6 416 707	0	24 544 409	6 416 707	0	24 544 409
Dotations en fonds propres	6 416 707	0	24 544 409	6 416 707	0	24 544 409

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2022	Ouvertes en 2023	Consommées* en 2023	Consommés* en 2022	Ouverts en 2023	Consommés* en 2023
<b>Total hors FdC et AdP</b>		<b>1 989 843 904</b>			<b>1 906 207 690</b>	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		+1 194 547 998			-7 118 520	
<b>Total*</b>	<b>1 935 030 998</b>	<b>3 184 391 902</b>	<b>1 900 036 661</b>	<b>1 839 947 545</b>	<b>1 899 089 170</b>	<b>1 898 910 319</b>

\* y.c. FdC et AdP

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2022	Prévues en LFI pour 2023	Ouvertes en 2023	Ouverts en 2022	Prévus en LFI pour 2023	Ouverts en 2023
Dépenses de personnel						
Autres natures de dépenses	20 355 981	11 595 135	7 148 791	20 355 981	11 595 135	7 148 791
<b>Total</b>	<b>20 355 981</b>	<b>11 595 135</b>	<b>7 148 791</b>	<b>20 355 981</b>	<b>11 595 135</b>	<b>7 148 791</b>

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2023		66 000		66 000				
05/2023		11 443		11 443				
08/2023		79 096		79 096				
10/2023		37 816		37 816				
<b>Total</b>		<b>194 355</b>		<b>194 355</b>				

## ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
03/2023		1 000 000		1 000 000				
09/2023		10 560		10 560				
10/2023		57 380		57 380				



Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
12/2023		5 886 495		5 886 495				
<b>Total</b>		<b>6 954 435</b>		<b>6 954 435</b>				

### ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
23/01/2023		1 184 351 628						
<b>Total</b>		<b>1 184 351 628</b>						

### ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
26/01/2023		1 000 000		1 000 000				
<b>Total</b>		<b>1 000 000</b>		<b>1 000 000</b>				

### ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/03/2023		1 509 492						
<b>Total</b>		<b>1 509 492</b>						

### DÉCRETS DE TRANSFERT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
27/06/2023		75 200 000		75 200 000				
27/06/2023						22 469 481		38 033 766
20/11/2023						1 439 439		1 180 552
20/11/2023		8 625 000		8 625 000				
<b>Total</b>		<b>83 825 000</b>		<b>83 825 000</b>		<b>23 908 920</b>		<b>39 214 318</b>

## ■ DÉCRETS DE VIREMENT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
27/06/2023		5 224 208		5 224 208				
20/11/2023						102 201		102 201
<b>Total</b>		<b>5 224 208</b>		<b>5 224 208</b>		<b>102 201</b>		<b>102 201</b>

## ■ LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
30/11/2023						64 500 000		65 000 000
<b>Total</b>						<b>64 500 000</b>		<b>65 000 000</b>

## ■ TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
<b>Total général</b>		<b>1 283 059 119</b>		<b>97 197 999</b>		<b>88 511 121</b>		<b>104 316 519</b>

## Justification au premier euro

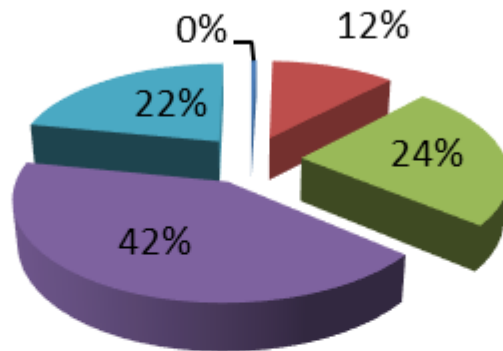
### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France		467 309 880 496 832 574	477 905 015 496 832 574		476 820 115 507 862 259	487 415 250 507 862 259
03.31 – Renseignement extérieur		440 368 461 471 463 397	450 943 596 471 463 397		417 568 696 446 084 342	428 143 831 446 084 342
03.32 – Renseignement de sécurité de défense		26 941 419 25 369 177	26 961 419 25 369 177		59 251 419 61 777 917	59 271 419 61 777 917
07 – Prospective de défense		1 481 476 671 1 365 187 136	1 482 476 671 1 365 187 136		1 388 330 222 1 352 865 163	1 389 330 222 1 352 865 163
07.01 – Analyse stratégique		7 830 801 7 052 270	7 830 801 7 052 270		8 730 801 6 189 824	8 730 801 6 189 824
07.02 – Prospective des systèmes de forces		22 727 775 21 964 767	22 727 775 21 964 767		22 727 775 19 802 870	22 727 775 19 802 870
07.03 – Etudes amont		1 110 496 840 985 171 401	1 111 496 840 985 171 401		1 016 450 391 975 873 772	1 017 450 391 975 873 772
07.04 – Gestion des moyens et subventions		340 421 255 350 998 698	340 421 255 350 998 698		340 421 255 350 998 698	340 421 255 350 998 698
08 – Relations internationales et diplomatie de défense		41 057 353 38 016 951	41 057 353 38 016 951		41 057 353 38 182 896	41 057 353 38 182 896
<b>Total des crédits prévus en LFI *</b>	<b>0</b>	<b>1 989 843 904</b>	<b>1 989 843 904</b>	<b>0</b>	<b>1 906 207 690</b>	<b>1 906 207 690</b>
Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP		+1 194 547 998	+1 194 547 998		-7 118 520	-7 118 520
Total des crédits ouverts	0	3 184 391 902	3 184 391 902	0	1 899 089 170	1 899 089 170
<b>Total des crédits consommés</b>	<b>0</b>	<b>1 900 036 661</b>	<b>1 900 036 661</b>	<b>0</b>	<b>1 898 910 319</b>	<b>1 898 910 319</b>
Crédits ouverts - crédits consommés		+1 284 355 241	+1 284 355 241		+178 851	+178 851

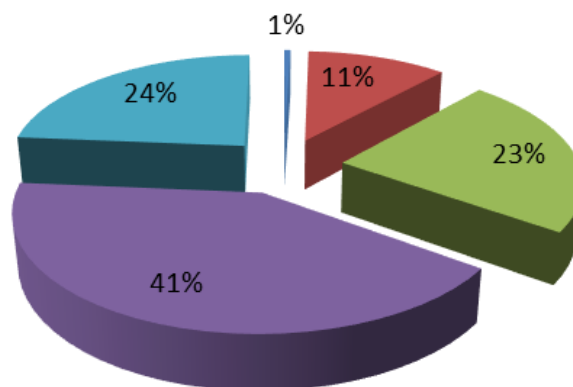
\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

### Répartition par opérations stratégiques des consommations en AE



- Activités opérationnelles (AOP)
- Dissuasion (DIS)
- Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)
- Prospective et préparation de l'avenir (PPA)
- Renseignement (RENS)

### Répartition par opérations stratégiques des consommations en CP



- Activités opérationnelles (AOP)
- Dissuasion (DIS)
- Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)
- Prospective et préparation de l'avenir (PPA)
- Renseignement (RENS)

**AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)**

Niveau	Description	AE				
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	14 398 808	0	0	9 579 199	-4 819 609
OS	Dissuasion (DIS)	213 930 000	0	0	223 678 112	9 748 112
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	440 066 878	0	0	464 164 855	24 097 977
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	928 425 416	1 000 000	0	809 811 354	-119 614 062
OS	Renseignement (RENS)	393 022 802	10 595 135	5 500 000	403 224 407	5 106 470
Total		1 989 843 904	11 595 135	5 500 000	1 910 457 927	-85 481 112

Niveau	Description	CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	14 398 808	0	9 490 256	-4 908 552
OS	Dissuasion (DIS)	210 930 000	0	213 530 877	2 600 877
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	425 066 878	0	439 708 416	14 641 538
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	838 278 967	1 000 000	788 843 952	-50 435 015
OS	Renseignement (RENS)	417 533 037	10 595 135	449 903 297	21 775 125
Total		1 906 207 690	11 595 135	1 901 476 798	-16 326 027

**AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE (EN M€)**

Niveau	Description	AEANE fin 2022	Retrait sur affectation	Affectation 2023	Total	Engagement 2022 sur TF
OS	Renseignement (RENS)	1184,35	0,25	5,50	1189,60	19,27
Total		1184,35	0,25	5,50	1189,60	19,27

**ÉCHÉANCIERS DES PAIEMENTS (EN M€)**

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				Total
			Eng restant à payer à fin 2022	Eng 2023	2023	2024	2025	> 2025	
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	0,05	14,40	14,40	0,05	0,00	0,00	14,45
		PLR	0,21	9,58	9,49	0,30	0,00	0,00	9,79
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	356,25	213,93	210,93	210,43	95,20	53,61	570,18

		<b>PLR</b>	426,12	223,68	213,53	197,93	116,65	121,69	649,80
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	22,62	440,07	425,07	22,15	9,90	5,57	462,69
		<b>PLR</b>	28,73	464,16	439,71	43,28	9,91	0,00	492,90
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	PLF	1743,08	929,43	864,80	716,81	676,15	414,74	2672,51
		<b>PLR</b>	1722,57	809,81	788,84	772,62	433,90	537,02	2532,38
OS	Renseignement (RENS)	PLF	560,85	1096,45	430,93	355,21	374,49	496,68	1657,30
		<b>PLR</b>	484,70	422,49	449,90	345,19	112,10	0,00	907,19
Écarts (PLR-PLF)			-20,51	-764,55	-44,65	54,67	-483,18	-311,89	-785,06

## PASSAGE DU PLF À LA LFI

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	0	1 989 843 904	1 989 843 904	0	1 906 207 690	1 906 207 690
Amendements	0	0	0	0	0	0
<b>LFI</b>	<b>0</b>	<b>1 989 843 904</b>	<b>1 989 843 904</b>	<b>0</b>	<b>1 906 207 690</b>	<b>1 906 207 690</b>

## JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

### Report de crédits

En AE, les reports de crédits s'élevaient à 1 186,9 M€, dont 1 184,4 M€ par arrêté du 23 janvier 2023 (reports sur TF), 1 M€ par arrêté du 26 janvier 2023 (reports sur FDC) et 1,5 M€ par arrêté du 2 mars 2023.

En CP, 1 M€ ont été reportés via l'arrêté de reports du 26 janvier 2023 (reports sur FDC).

### Décrets de transfert

Le solde des transferts s'élève à 59,9 M€ en AE et 44,6 M€ en CP et concerne principalement :

- des mouvements pour un montant total de 77 M€ en AE/CP en provenance du P129 « Coordination du travail gouvernemental » pour le financement de besoins opérationnels prioritaires ;
- trois transferts pour un montant total de 10,1 M€ en AE/CP vers le programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » pour l'organisation du Forum de Paris sur la paix, le financement des dépenses de fonctionnement pour les personnels affectés dans les enceintes diplomatiques et la participation du Ministère au fonctionnement de la CNEMA ;
- un transfert de 15,5 M€ en CP vers le programme 192 « Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle » pour la contribution du Ministère au programme Nano 2022 ;
- un transfert de 2,2 M€ en AE/CP vers le programme 134 « Développement des entreprises et régulations » pour le financement des dépenses de fonctionnement du Commissariat aux communications électroniques de défense (CCED).

### Décrets de virement

Le solde des virements s'élève à 5,1 M€ en AE/CP et recouvre principalement les mouvements suivants :

- 10 M€ en AE/CP en provenance du programme 178 « Préparation et emploi des forces » pour le financement de besoins opérationnels prioritaires dans le domaine cyberdéfense ;
- 4,5 M€ en AE/CP vers le programme 178 « Préparation et emploi des forces » pour le remboursement de frais de déplacement par voie aérienne et ferrée.

### Loi de finances de fin de gestion

La loi n° 2023-1114 du 30 novembre 2023 de finances de fin de gestion a annulé 64,5 M€ en AE et 65 M€ en CP sur la réserve de précaution du programme.

#### ■ ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Les rattachements de fonds de concours (7 M€ en AE/CP) et d'attributions de produits (0,2 M€ en AE/CP) proviennent respectivement :

- pour les premiers, de contributions diverses au financement des actions et projets internationaux menés par les services relevant du P144 (7 M€ en AE/CP) ;
- pour les seconds, de produits de cessions de biens mobiliers (0,2 M€ en AE/CP).

#### ■ RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Mise en réserve initiale	0	90 025 434	90 025 434	0	85 843 624	85 843 624
Surgels	0	18 005 087	18 005 087	0	17 168 725	17 168 725
Dégels	0	-25 753 087	-25 753 087	0	-25 753 087	-25 753 087
<b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b>	<b>0</b>	<b>82 277 434</b>	<b>82 277 434</b>	<b>0</b>	<b>77 259 262</b>	<b>77 259 262</b>

*Dépenses pluriannuelles*

## CONTRATS DE PLAN ÉTAT-RÉGION (CPER)

**Génération 2015 - 2020**

Action / Opérateur	Rappel du montant contractualisé	Prévision 2023		Consommation 2023		Consommation cumulée	
		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
07 - Prospective de défense	15 040 000						7 660 000
<b>Total</b>	<b>15 040 000</b>						<b>7 660 000</b>

En ce qui concerne l'ISAE Supaéro, l'opération « Rénovation de la fonction enseignement » a fait l'objet d'un encaissement de 9.25 M€ en dotation en fonds propres et 313 k€ de la part de la région. Elle a fait l'objet d'un engagement à hauteur de 107 k€ en 2023.

Les financements attendus de l'État par l'ENSTA Bretagne, soit 3 870 000 €, ont tous été reçus et le CPER 2015-2020 s'est clos avec tous les achats de recherche prévus.

## CONTRATS DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION (CCT)



## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2023	CP 2023
AE ouvertes en 2023 * (E1) <b>3 184 391 902</b>	CP ouverts en 2023 * (P1) <b>1 899 089 170</b>
AE engagées en 2023 (E2) <b>1 900 036 661</b>	CP consommés en 2023 (P2) <b>1 898 910 319</b>
AE affectées non engagées au 31/12/2023 (E3) <b>1 170 581 499</b>	dont CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 – P4) <b>1 107 157 524</b>
AE non affectées non engagées au 31/12/2023 (E4 = E1 – E2 – E3) <b>113 773 741</b>	dont CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) <b>791 752 795</b>

### RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 brut (R1) <b>2 703 311 657</b>				
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2022 (R2) <b>761 017</b>				
	<b>Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 net (R3 = R1 + R2) <b>2 704 072 674</b></b>	–	CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 – P4) <b>1 107 157 524</b>	=
	AE engagées en 2023 (E2) <b>1 900 036 661</b>	–	CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) <b>791 752 795</b>	=
				<b>Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R4 = R3 – P3) <b>1 596 915 150</b></b>
				Engagements 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R5 = E2 – P4) <b>1 108 283 866</b>
				<b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R6 = R4 + R5) <b>2 705 199 016</b></b>
				Estimation des CP 2024 sur engagements non couverts au 31/12/2023 (P5) <b>1 359 321 005</b>
				Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2024 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2023 (P6 = R6 – P5) <b>1 345 878 011</b>

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2023 + reports 2022 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR



## Justification par action

**ACTION****03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France**

Action / Sous-action  <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<b>03 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France</b>		<b>477 905 015</b>	<b>477 905 015</b>		<b>487 415 250</b>	<b>487 415 250</b>
		<b>496 832 574</b>	<b>496 832 574</b>		<b>507 862 259</b>	<b>507 862 259</b>
03.31 – Renseignement extérieur		450 943 596	450 943 596		428 143 831	428 143 831
		471 463 397	471 463 397		446 084 342	446 084 342
03.32 – Renseignement de sécurité de défense		26 961 419	26 961 419		59 271 419	59 271 419
		25 369 177	25 369 177		61 777 917	61 777 917

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	197 142 357	342 180 462	228 905 464	257 835 283
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	197 142 357	342 136 462	228 905 464	257 835 283
03.31 – Renseignement extérieur	180 330 938	325 074 943	212 364 396	239 674 216
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	16 811 419	17 061 519	16 541 068	18 161 067
Subventions pour charges de service public		44 000		
03.31 – Renseignement extérieur		44 000		
Titre 5 : Dépenses d'investissement	280 422 658	154 272 312	258 169 786	249 906 976
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	270 428 496	140 336 278	245 553 114	236 428 173
03.31 – Renseignement extérieur	262 558 496	133 324 265	204 749 329	195 895 232
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	7 870 000	7 012 013	40 803 785	40 532 940
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	9 994 162	13 936 034	12 616 672	13 478 803
03.31 – Renseignement extérieur	7 774 162	12 708 790	10 750 106	10 394 893
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	2 220 000	1 227 245	1 866 566	3 083 910
Titre 6 : Dépenses d'intervention	340 000	379 800	340 000	120 000
Transferts aux autres collectivités	340 000	379 800	340 000	120 000
03.31 – Renseignement extérieur	280 000	311 400	280 000	120 000
03.32 – Renseignement de sécurité de défense	60 000	68 400	60 000	
<b>Total</b>	<b>477 905 015</b>	<b>496 832 574</b>	<b>487 415 250</b>	<b>507 862 259</b>

**SOUS-ACTION**

## 03.31 – Renseignement extérieur

**PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

En 2023, la DGSE a poursuivi ses actions en conformité avec sa stratégie définie en LPM 2019-2025, dans un contexte de réforme interne. La procédure de consultation concernant le projet d'implantation du nouveau siège au Fort-neuf de Vincennes s'est achevée par le choix de l'attributaire du marché au candidat retenu. Les autorisations d'engagement ont été affectées seront engagées au moment de la notification du marché principal de travaux.

Les efforts sur le plan capacitaire se sont poursuivis en matière de renseignement technique, de cyberdéfense et d'appui technique à la recherche humaine et aux opérations, dans un contexte marqué par l'inflation et notamment la hausse des coûts énergétiques.

Les ressources ouvertes en LFI 2023 s'élève à 440,4 M€ en AE et 417,6 M€ en CP, et évolue suite aux mouvements suivants :

- **En AE :**
- Annulation totale de la réserve de précaution : 26,4 M€,
- Solde des décrets de virements et de transferts : +70,7 M€,
- Reports de crédits sur tranche fonctionnelle : +1 184,4 M€,
- Reports de crédits issus de fonds de concours : +1,0 M€
- Fonds de concours et attributions de produits : +6,1 M€,
- Mesures d'économie : -20,4 M€.

Le montant total de la ressource en AE après mouvements s'élève à 1 655,8 M€, dont 1 170,8 M€ reportés sur la gestion 2024 (1 170,6 M€ d'AE sur tranches fonctionnelles mais non engagées en 2023 et 0,2 M€ correspondant aux fonds de concours non consommés).

- **En CP :**
- Annulation partielle de la réserve de précaution : -3,1 M€,
- Solde des décrets de virements et de transferts : +71,0 M€,
- Reports de crédits issus de fonds de concours : +1,0 M€,
- Fonds de concours et attributions de produits : +6,1 M€,
- Mouvements internes au programme : -46,3 M€.

Le montant total de la ressource en CP après mouvements s'élève à 446,3 M€, dont 0,2 M€ reportés sur la gestion 2024 au titre du rattachement tardif d'un fonds de concours fin 2023.

**DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT****OPÉRATION STRATÉGIQUE : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (AOP)****1. DESCRIPTION**

L'OS « Activités opérationnelles » (AOP) porte les crédits d'alimentation, ainsi que les frais de déplacement et de transport des agents du Service.

**2. ASPECTS FINANCIERS**

## AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Alimentation	289 145	0	255 540	-33 605	289 145	0	254 639	-34 506

OB	Déplacements et transports	12 095 085	0	7 603 845	-4 491 240	12 095 085	0	7 467 990	-4 627 095
	Total	12 384 230	0	7 859 385	-4 524 845	12 384 230	0	7 722 629	-4 661 601

L'OS AOP présente une sous-consommation de 37 % par rapport à la LFI en AE et de 38 % en CP, soit 4,5 M€ en AE et 4,7 M€ en CP.

Les « dépenses d'alimentation » intègrent aussi bien les frais liés à l'alimentation courante que les dépenses liées aux postes de permanence déconcentrés.

L'écart sur l'OB « Déplacements et transports » résulte principalement d'un décret de virement de 4,5 M€ en AE/CP à destination du programme 178 « préparation et emploi des forces », réalisé au titre des dépenses de déplacement par voie aérienne et ferroviaires exécutées par les Armées au profit de la DGSE.

## OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (FAS)

### 1. DESCRIPTION

L'OS FAS supporte les dépenses de fonctionnement courant comprenant le soutien des personnels (frais de formation, d'habillement, de documentation, d'équipement informatique, etc.) et des structures (frais d'entretien courant et de chauffage des emprises, télécommunications non opérationnelles, etc.). Cette enveloppe couvre également les dépenses spécifiques liées aux frais de changement de résidence des agents de la DGSE.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

#### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Fonctionnement courant	15 084 579	0	16 152 377	1 067 798	15 084 579	0	19 134 815	4 050 236
OB	Mobilité des personnels	2 687 811	0	2 476 209	-211 602	2 687 811	0	2 476 209	-211 602
OB	Soutien courant des structures	36 929 746	0	48 903 983	11 974 237	21 929 746	0	22 470 859	541 113
OB	Soutien des ressources humaines	4 209 414	0	6 049 216	1 839 802	4 209 414	0	6 300 748	2 091 334
	Total	58 911 550	0	73 581 784	14 670 234	43 911 550	0	50 382 630	6 471 080

L'exécution des crédits de l'OS FAS présente un écart par rapport à la programmation LFI de +14,6 M€ en AE (soit 25 %) et de +6,5 M€ en CP (soit 15 %). Cet écart, résultant des différents mouvements règlementaires venant augmenter la ressource, a permis notamment de financer :

- l'engagement pluriannuel pour deux ans du marché d'électricité (hors alimentation des centres de données). L'écart important affiché sur l'OB « Soutien courant des structures » est dû à une mise de place du marché moins favorable à ce qui était prévu lors de l'établissement du PAP PLF 2023 (engagement sur deux ans pour 34,5 M€ au lieu de trois ans pour 22,0 M€, soit +12,5 M€ par rapport à ce qui était prévu) ;
- des surcoûts liés à l'inflation ;
- des dépenses liées à la croissance des effectifs, des mesures consacrées à l'attractivité du Service, la fidélisation des agents et à la réorganisation interne du Service.

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

### OPÉRATION STRATÉGIQUE : RENSEIGNEMENT

#### 1. DESCRIPTION

L'OS « Renseignement » se compose des investissements concourant aux activités opérationnelles de la DGSE positionnées sur les OB « Appui au renseignement » et « Renseignement ». Elle constitue son cœur de métier et l'essentiel de ses budgets exécutés, soit 82 % en AE (hors tranches fonctionnelles) et 85 % en CP. Le solde des mouvements de ressources réalisés par décrets de virement et de transfert (abondements ministériels et interministériels) pour financer ces investissements représente 20 % en AE et 22 % en CP du montant total exécuté sur ce périmètre budgétaire (hors tranches fonctionnelles).

#### 2. ASPECTS FINANCIERS

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2023 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Appui au renseignement	193 704 908	10 575 135	5 500 000	170 015 219	-28 764 824	193 600 738	10 575 135	172 004 156	-32 171 717
OB	Renseignement	175 367 773	0	0	210 704 178	35 336 405	167 672 178		218 454 645	50 782 467
	Total	369 072 681	10 575 135	5 500 000	380 719 397	6 571 581	361 272 916	10 575 135	390 458 801	18 610 750

L'enveloppe de crédits allouée aux OB « Appui au renseignement » et « Renseignement » reflète la programmation des investissements et des équipements de la DGSE.

Ces crédits servent à financer :

- les effets liés à l'inflation et au surcoût énergétique ;
- les opérations de rénovation des infrastructures ;
- le soutien, le support et la logistique des opérations ;
- l'acquisition de matériels opérationnels consacrés au traitement et à l'exploitation du renseignement, couvrant l'ensemble des modes de recueil du renseignement (origine humaine, origine électromagnétique, origine informatique et image) ;
- la poursuite des investissements dans les grands programmes interministériels au profit de l'ensemble de la communauté du renseignement.

L'écart entre la LFI et l'exécution sur les OB « Renseignement » et « Appui au renseignement » s'explique par les mouvements ayant fait évoluer la ressource ouverte en LFI, notamment les décrets de transfert et de virement.

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHES FONCTIONNELLES 2023 (EN M€)

Niveau	OS	AEANE fin 2022	Retrait sur affectation	Affectation 2023	Total	Engagement 2023 sur TF
OB	Appui au renseignement	1184,35	0,25	5,50	1189,50	19,27
OB	Renseignement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	1184,35	0,25	5,50	1189,50	19,27

Le montant des AEANE à fin 2022 s'élevait à 1 184,3 M€, dont 1 095,3 M€ au titre du projet du nouveau siège du Service. Le décalage de l'engagement du marché principal entraîne un report en 2024 des AEANE correspondant à ce projet.

Le Service a procédé au cours de l'année à un retrait d'affectation de 0,25 M€ (clôtures de TF) et à une affectation de 5,5 M€ sur un projet immobilier en cours.

En complément, et à titre indicatif, le tableau ci-dessous récapitule les fonds de concours et les attributions de produits perçus. L'écart entre la prévision LFI et les montants perçus provient de projets reportés.

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Renseignement	10 575 135	7 130 461	-3 444 674
	Total	10 575 135	7 130 461	-3 444 674

## SOUS-ACTION

### 03.32 – Renseignement de sécurité de défense

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

La direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) doit faire face à l'évolution des menaces qui, depuis plusieurs années, se sont accrues et diversifiées. Ce besoin de protection de la sphère Défense conduit la DRSD à poursuivre sa montée en puissance et sa transformation. Cette transformation s'appuie sur des investissements significatifs dans le domaine de l'infrastructure, des systèmes d'information et des équipements.

La gestion 2023 a vu l'achèvement des travaux de gros œuvre du nouveau siège de la direction centrale au Fort de Vanves. Ce bâtiment permettra à la DRSD de faire face à l'augmentation de ses effectifs et de bénéficier de toutes les facilités d'un service de renseignement. Il inclura notamment des ateliers techniques, des espaces de formation, des locaux dédiés aux serveurs et répondra aux standards de protection exigés par la réglementation. Cette nouvelle infrastructure permettra surtout de généraliser le travail collaboratif entre les personnels chargés de l'exploitation et de la recherche de renseignement.

Dans le domaine des systèmes d'information, le Service a poursuivi le développement de sa nouvelle base de souveraineté qui permettra de stocker et d'exploiter le renseignement à partir d'une solution logicielle purement nationale. En outre, pour fluidifier le processus d'habilitation, des outils d'aide à la décision ont été mis en place. L'année a également été marquée par le lancement projet du CERT-[ED], centre de réponse aux incidents cyber au profit des entreprises de défense.

En complément de la LFI (26,9 M€ en AE et 59,2 M€ en CP) les ressources ont été modifiées à la suite :

- des décrets de virement et de transfert : -0,6 M€ en AE/CP ;
- des rattachements d'attributions de produits : +0,01 M€ en AE/CP ;
- des rétablissements de crédits : +0,05 M€ en AE/CP
- de la non-levée partielle de la réserve de précaution : -1,0 M€ en AE ;
- de mouvements internes au programme : +3,0 M€ en CP.

Ces mouvements ont porté la ressource disponible à 25,4 M€ en AE et 61,8 M€ en CP.

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

### OPÉRATION STRATÉGIQUE : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (AOP)

#### 1. DESCRIPTION

L'OS AOP comprend les crédits de fonctionnement liés aux déplacements des personnels de la DRSD par voie aérienne ainsi qu'une partie des missions en métropole.

#### 2. ASPECTS FINANCIERS

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Déplacements et transports	595 706	0	0	-595 706	595 706	0	0	-595 706
	Total	595 706	0	0	-595 706	595 706	0	0	-595 706

#### Commentaires

L'écart entre la programmation et l'exécution des dépenses de déplacement (-0,60 M€ en AE/CP) s'explique essentiellement par les modalités financières de couverture du besoin. Les dépenses de déplacement par voie aérienne et voie ferrée font l'objet d'une imputation sur le programme 178 « Préparation et emploi des forces », compensée par un mouvement de ressources en gestion.

Un décret de virement de 0,3 M€ en AE/CP a été réalisé à ce titre pour les dépenses 2022. La différence entre le virement et la ressource s'explique par une utilisation inférieure aux prévisions du marché TACITE permettant la prise en charge directe des frais de déplacements.

### OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (FAS)

#### 1. DESCRIPTION

L'OS FAS supporte les dépenses de fonctionnement courant directement liées à l'activité spécifique de la DRSD. Elle rassemble notamment les crédits de formation, les crédits de communication et relations publiques, ainsi que les dépenses de fonctionnement du site de la direction centrale.

#### 2. ASPECTS FINANCIERS

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

Niveau	Description	AE	CP
--------	-------------	----	----



u		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Communication et relations publiques	498 145	0	582 432	84 287	498 145	0	530 697	32 552
OB	Fonctionnement courant	613 464	0	577 605	-35 859	613 464	0	606 130	-7 334
OB	Soutien courant des structures	338 983	0	928 544	589 561	338 983	0	405 184	66 201
OB	Soutien des matériels communs	0	0	0	0	0	0	0	0
OB	Soutien des ressources humaines	945 000	0	863 033	-81 967	945 000	0	814 178	-130 822
	Total	2 395 592	0	2 951 614	556 022	2 395 592	0	2 356 190	-39 402

## Commentaires

L'OS FAS présente une surconsommation de 0,6 M€ en AE (soit 23 %) et une sous-consommation de -0,04 M€ en CP (soit 2 %) par rapport à la programmation initiale.

### OB - Communication et relations publiques

L'augmentation de l'OB de 0,1 M€ en AE (+17 %) et de 0,03 M€ en CP (+7 %) est liée aux événements de promotion du nouveau CERT-[ED](centre de réponse informatique d'urgence au profit des entreprises de défense).

### OB - Soutien courant des structures

La surconsommation de l'OB de 0,6 M€ en AE (+174 %) et 0,1 M€ en CP (+20 %) s'explique par la poursuite des efforts de sécurisation de l'emprise accueillant la direction centrale.

### OB - Soutien des ressources humaines

La sous-consommation de l'OB de 0,1 M€ en AE (-9 %) et de 0,1 M€ en CP (-14 %) relève du retard systémique du dispositif de facturation interne affectant simultanément les autorisations d'engagements et les crédits de paiement.

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

### OPÉRATION STRATÉGIQUE : RENSEIGNEMENT

#### 1. DESCRIPTION

La devise de la DRSD est « renseigner pour protéger ». Cette devise traduit le caractère dual de sa mission : rechercher et analyser le renseignement pour garantir la protection de la sphère de défense. L'OS « Renseignement » finance les investissements et les dépenses opérationnelles de la DRSD.

#### 2. ASPECTS FINANCIERS

#### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

Niveau	Description	AE	CP
--------	-------------	----	----

u		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Enquêtes - Contrôles - Sécurisation	4 501 603	0	0	4 228 520	-273 083	4 501 603	0	4 105 426	-396 177
OB	Matériels transport	413 800	20 000	0	934 073	500 273	462 208	20 000	656 398	174 190
OB	Matériels divers	187 720	0	0	149 675	-38 045	187 720	0	97 007	-90 713
OB	Matériels techniques	9 737 796	0	0	9 493 827	-243 969	41 844 699	0	43 304 815	1 460 116
OB	Systèmes d'information et de communication	9 109 202	0	0	7 698 915	-1 410 287	9 263 891	0	11 280 850	2 016 959
	Total	23 950 121	20 000	0	22 505 010	-1 465 111	56 260 121	20 000	59 444 496	3 164 375

## Commentaires

### OB - Enquêtes - contrôles - sécurisation

La sous-consommation sur cette OB s'élève à 0,3 M€ en AE (-6 %) et à 0,4 M€ en CP (-9 %). Elle s'explique par trois facteurs :

- l'absence de consommation de 0,1 M€ en AE/CP 2023 relatifs à une solution ministérielle de téléphonie chiffrée qui sera financée par décret de virement sur 2024 ;
- le désengagement de certains théâtres d'opérations engendrant de moindres dépenses de télécommunications satellitaires à hauteur de 0,1 M€ en AE/CP ;
- une baisse des coûts de l'activité « Produits pétroliers opérationnels » suite à un effet prix favorable générant un rétablissement de crédit à 0,05 M€ en AE/CP.

### OB - Matériels de transport

Cette OB englobe l'acquisition et l'entretien des véhicules. La consommation est supérieure de 0,5 M€ en AE (+126 %) et de 0,2 M€ en CP (+42 %) par rapport à la prévision.

Cet écart en AE s'explique par la décision de procéder au renouvellement partiel du parc automobile à compter de la fin de gestion 2023 et par les surcoûts de maintenance de la flotte toujours en service. En CP, la surconsommation se justifie par le paiement des engagements pris en 2022.

### OB - Matériels divers

La sous-consommation sur cette OB 0,04 M€ en AE (-20 %) et de 0,1 M€ en CP (-48 %) par des économies réalisées sur des dépenses d'entretien divers.

### OB - Matériels techniques

Cette OB, supportant principalement les crédits finançant la construction du nouveau bâtiment de la direction centrale, a connu une sous-consommation de 0,2 M€ en AE (-3 %) et une surconsommation de 1,5 M€ en CP (+3 %).

La moindre consommation d'AE est liée à la non-réalisation de certains risques prévus dans le besoin initial. En CP, l'écart est lié à la fois au décalage de certains travaux de 2022 vers 2023, sans impact sur la date de livraison finale prévue, et à l'augmentation des coûts dans le domaine du bâtiment et travaux publics.

### OB - Systèmes d'information et de communication

Cette OB a connu une sous-consommation par rapport à la LFI de 1,4 M€ en AE (-15 %) et une surconsommation de 2,0 M€ en CP (+22 %). Cette situation est liée à deux facteurs :

- la non-levée partielle de la réserve de précaution à hauteur de 1 M€ ;

- la révision partielle des coûts du projet de CERT [ED] (centre de réponse informatique d'urgence au profit des entreprises de défense) à hauteur de 0,4 M€.

En CP, la surconsommation s'explique essentiellement par le glissement de 2022 vers 2023 de la livraison de plusieurs systèmes et équipements tandis que les réalisations prévues en 2023 ont été livrées conformément au calendrier.

**À titre indicatif, la répartition des fonds de concours et des attributions de produits est la suivante :**

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Renseignement	20 000	7 770	-12 230
	Total	20 000	7 770	-12 230

L'écart entre les prévisions et les recettes perçues est lié à des ventes de véhicules moins importantes que prévu.

### SYNTHÈSE ACTION 03

#### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	12 979 936	0	0	7 859 385	-5 120 551	12 979 936	0	7 722 629	-5 257 307
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	61 307 142	0	0	76 533 398	15 226 256	46 307 142	0	52 738 820	6 431 678
OS	Renseignement (RENS)	393 022 802	10 595 135	5 500 000	403 224 407	5 106 470	417 533 037	10 595 135	449 903 297	21 775 125
	Total	467 309 880	10 595 135	5 500 000	487 617 189	15 212 174	476 820 115	10 595 135	510 364 746	22 949 496

#### ENGAGEMENTS ET ÉCHÉANCIERS DE PAIEMENT (EN M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements			Paiements			
			Eng restant à payer à fin 2022	Eng 2023	2023	2024	2025	> 2025	Total
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	0,00	12,98	12,98	0,00	0,00	0,00	12,98
		PLR	0,16	7,86	7,72	0,30	0,00	0,00	8,02
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	22,23	61,31	46,31	21,76	9,90	5,57	83,53
		PLR	27,83	76,53	52,74	42,13	9,50	0,00	104,36
OS	Renseignement (RENS)	PLF	560,85	1096,45	430,93	355,21	374,49	496,68	1657,30
		PLR	484,70	422,49	449,90	345,19	112,10	0,00	907,19
	Écarts (PLR-PLF)		70,39	663,85	-20,15	-10,65	262,79	502,25	734,24

#### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE (EN M€)

Niveau	OS	AEANE fin 2022	Retrait sur affectation	affectation 2023	Total	Engagement 2023 sur TF
OB	Appui au renseignement	1184,35	0,25	5,50	1189,60	19,27

OB	Renseignement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	1184,35	0,25	5,50	1189,60	19,27

## RÉPARTITION DES FONDS DE CONCOURS (EN €)

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Renseignement	10 595 135	7 138 231	-3 456 904
	Total	10 595 135	7 138 231	-3 456 904

## ACTION

## 07 - Prospective de défense

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
<b>07 – Prospective de défense</b>		<b>1 482 476 671</b>	<b>1 482 476 671</b>		<b>1 389 330 222</b>	<b>1 389 330 222</b>
		<b>1 365 187 136</b>	<b>1 365 187 136</b>		<b>1 352 865 163</b>	<b>1 352 865 163</b>
07.01 – Analyse stratégique		7 830 801	<b>7 830 801</b>		8 730 801	<b>8 730 801</b>
		7 052 270	<b>7 052 270</b>		6 189 824	<b>6 189 824</b>
07.02 – Prospective des systèmes de forces		22 727 775	<b>22 727 775</b>		22 727 775	<b>22 727 775</b>
		21 964 767	<b>21 964 767</b>		19 802 870	<b>19 802 870</b>
07.03 – Etudes amont		1 111 496 840	<b>1 111 496 840</b>		1 017 450 391	<b>1 017 450 391</b>
		985 171 401	<b>985 171 401</b>		975 873 772	<b>975 873 772</b>
07.04 – Gestion des moyens et subventions		340 421 255	<b>340 421 255</b>		340 421 255	<b>340 421 255</b>
		350 998 698	<b>350 998 698</b>		350 998 698	<b>350 998 698</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	1 386 548 572	1 218 231 572	1 293 402 123	1 221 606 995
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 090 685 416	913 880 420	997 538 967	917 255 843
07.01 – Analyse stratégique	7 460 801	7 052 270	8 360 801	6 174 824
07.02 – Prospective des systèmes de forces	22 727 775	21 297 232	22 727 775	19 277 733
07.03 – Etudes amont	1 060 496 840	885 530 918	966 450 391	891 803 287
Subventions pour charges de service public	295 863 156	304 351 152	295 863 156	304 351 152
07.04 – Gestion des moyens et subventions	295 863 156	304 351 152	295 863 156	304 351 152
Titre 5 : Dépenses d'investissement	22 454 962	6 490 123	22 454 962	4 986 319
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		6 180 249		4 784 436
07.02 – Prospective des systèmes de forces		65 010		2 850
07.03 – Etudes amont		6 115 238		4 781 586
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		309 875		201 883
07.02 – Prospective des systèmes de forces		253 525		173 287
07.03 – Etudes amont		56 350		28 596

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Subventions pour charges d'investissement <i>07.04 – Gestion des moyens et subventions</i>	22 454 962 22 454 962		22 454 962 22 454 962	
<b>Titre 6 : Dépenses d'intervention</b>	<b>73 473 137</b>	<b>115 921 032</b>	<b>73 473 137</b>	<b>101 727 441</b>
Transferts aux entreprises <i>07.02 – Prospective des systèmes de forces</i> <i>07.03 – Etudes amont</i>	45 000 000  45 000 000	31 864 295 349 000 31 515 295	45 000 000  45 000 000	39 055 159 349 000 38 706 159
Transferts aux collectivités territoriales <i>07.04 – Gestion des moyens et subventions</i>	22 103 137 22 103 137		22 103 137 22 103 137	
Transferts aux autres collectivités <i>07.01 – Analyse stratégique</i> <i>07.03 – Etudes amont</i> <i>07.04 – Gestion des moyens et subventions</i>	6 370 000 370 000 6 000 000	84 056 737  61 953 600 22 103 137	6 370 000 370 000 6 000 000	62 672 282 15 000 40 554 145 22 103 137
<b>Titre 7 : Dépenses d'opérations financières</b>		<b>24 544 409</b>		<b>24 544 409</b>
Dotations en fonds propres <i>07.04 – Gestion des moyens et subventions</i>		24 544 409 24 544 409		24 544 409 24 544 409
<b>Total</b>	<b>1 482 476 671</b>	<b>1 365 187 136</b>	<b>1 389 330 222</b>	<b>1 352 865 163</b>

## SOUS-ACTION

### 07.01 – Analyse stratégique

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

La direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) a conduit en 2023 un soutien actif à la recherche stratégique au profit des études de prospective et de stratégie de défense.

L'augmentation des moyens alloués aux actions développées par la DGRIS a notamment permis en 2023 :

- le lancement des travaux et le financement des premières actions au profit de l'antenne « IRSEM Europe » à Bruxelles ;
- la signature d'une nouvelle convention avec le Centre interdisciplinaire sur les enjeux stratégiques de l'École normale supérieure (CIENS) formalisant le développement du centre ;
- la revalorisation des allocations doctorales et post doctorales ainsi que des labels « centres d'excellence » ;

En matière de relation avec les *Think Tanks*, la DGRIS a poursuivi le renforcement de l'exploitation et de la valorisation des études financées. La DGRIS a organisé le 12 décembre 2023 la première édition du Forum des études stratégiques rassemblant les prestataires d'études (*Think Tanks*, instituts de recherche, etc) et les armées, directions et services du ministère des Armées, reflétant la diversité thématique du dispositif des études (18 observatoires représentés, couvrant les sujets cyber, climat, conflits futurs, Russie, Indopacifique, Moyen-Orient, etc.).

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

### OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)

#### 1. DESCRIPTION

Les besoins de la sous-action 07-01 « analyse stratégique » sont couverts par les crédits de l'opération stratégique « Prospective et préparation de l'avenir » au travers des trois opérations budgétaires (OB) :

- Études prospectives et stratégiques (EPS) ;
- Programmes personnalités d'avenir et post-doctorat ;
- Recherche stratégique.

## 2. ASPECTS FINANCIERS

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2023 (EN M€)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	EPS	7 460 801	0	7 228 677	-232 124	8 100 801	0	5 682 447	-2 418 354
OB	Programmes personnalités d'avenir et post-doctorat	0	0	668	668	260 000	0	114 640	-145 360
OB	Recherche stratégique	370 000	0	370 000	0	370 000	0	383 000	13 000
	Total	7 830 801	0	7 599 344	-231 457	8 730 801	0	6 180 088	-2 550 713

### OB « EPS »

Pour l'année 2023, 3 contrats-cadres, 7 observatoires, 9 études de prospective stratégique et 49 consultances ont été notifiés.

Par rapport à la LFI, l'OB « EPS » présente un écart de -0,2 M€ en AE et -2,4 M€ en CP. Cette variation s'explique pour partie par la levée partielle de la réserve de précaution et par le report en 2024 de plusieurs projets d'études.

### OB « Programmes personnalités d'avenir et post-doctorat »

La DGRIS pilote et met en œuvre le programme « Personnalités d'avenir défense » (PAD). Ce programme a pour ambition de sensibiliser de futures élites étrangères aux positions françaises en matière de sécurité et de défense et de contribuer ainsi à la constitution et à l'entretien d'un réseau d'influence sur le long terme.

L'année a été marquée par un rythme d'accueil normal pour les PAD ce qui a permis d'atteindre les objectifs fixés d'une trentaine par an.

### OB « Recherche stratégique »

Au titre de l'aide à la publication, vingt-trois organismes ont été bénéficiaires de subventions s'échelonnant de 4 000 € à 30 000 € en 2023 et pour un montant total de 0,37 M€. La subvention de soutien au laboratoire de recherche de défense de 0,07 M€ a été versée à l'Institut français des relations internationales (seul bénéficiaire).

## SOUS-ACTION

07.02 - Prospective des systèmes de forces

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'année 2023 a été marquée par la priorisation décidée en cours d'exercice des projets liés à la dissuasion, ayant entraîné un effort sur l'OS Dissuasion, ainsi que par l'accent mis sur l'engagement-combat et les études liées au combat de contact aéroterrestre.

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

### OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION

#### 1. DESCRIPTION

Les crédits portés par l'opération stratégique « Dissuasion » permettent de financer des études opérationnelles et technico-opérationnelles au profit des deux composantes de la dissuasion.

#### 2. ASPECTS FINANCIERS

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2023 (EN M€)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		1	2	3	(4) = (3) - (1) - (2)	1	2	3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Dissuasion	3 930 000	0	4 042 441	112 441	3 930 000	0	4 332 578	402 578
	Total	3 930 000	0	4 042 441	112 441	3 930 000	0	4 332 578	402 578

**OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)****1. DESCRIPTION**

Les crédits portés par l'opération stratégique « prospective et préparation de l'avenir » permettent de financer les EOTO conduites au profit de l'engagement conventionnel et de son environnement.

**2. ASPECTS FINANCIERS**

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2023 (EN M€)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		1	2	3	(4) = (3) - (1) - (2)	1	2	3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Commandement et maîtrise de l'information	4 470 822	0	3 186 800	-1 284 022	3 958 657	0	2 912 458	-1 046 199
OB	Engagement-combat	7 011 062	0	9 132 976	2 121 914	7 908 058	0	8 167 267	259 209
OB	Études transverses	3 657 945	0	2 473 735	-1 184 210	3 231 594	0	2 774 384	-457 210
OB	Projection mobilité soutien	914 486	0	1 699 884	785 398	922 269	0	580 918	-341 351
OB	Protection et sauvegarde	2 743 460	0	1 428 931	-1 314 529	2 777 197	0	1 035 265	-1 741 932
	Total	18 797 775	0	17 922 326	-875 449	18 797 775	0	15 470 292	-3 327 484

**Commentaires**

En AE, les principales évolutions entre les prévisions LFI et l'exécution s'expliquent :

- pour l'OB « Commandement et maîtrise de l'information » (-1,3 M€), par la négociation conduite au titre de l'étude sur les capacités d'action réactive dans l'espace et la revue des priorités sur le sujet de la météorologie spatiale entraînant la sous-consommation des études liées à la maîtrise de l'espace ;
- pour l'OB « Engagement-combat » (+2,1 M€), par l'augmentation et le choix de priorité sur les études liées au combat de contact aéroterrestre lors du comité des études technico-opérationnelles de décembre 2022 ;
- pour l'OB « Études transverses » (-1,2 M€), par le report en 2024 de plusieurs études liées à la menace adverses aéronautique et missiles ;
- pour l'OB « Projection mobilité soutien » (+0,8 M€), par le choix de priorité sur les études liées aux capacités de contremobilité terrestre et l'extension des missions des avions de transport et d'assaut lors du comité des études technico-opérationnelles de décembre 2022 ;
- pour l'OB « protection et sauvegarde » (1,3 M€), par le report en 2024 de l'étude des domaines capacitaires impactés et impactant la très haute altitude.

En CP, les écarts entre les prévisions LFI et l'exécution s'expliquent :

- par des retards d'engagements des études ;
- par un retard industriel important sur le solde de certaines études ;
- par l'impact des retards de facturation des industriels pour l'ensemble des activités hormis « Engagement combat ».



**SOUS-ACTION**

07.03 – Etudes amont

**PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

En complément de la LFI (900,5 M€ en AE et 809,5 M€ en CP), les crédits dédiés aux études amont hors dissuasion ont connu des variations sous l'effet conjugué de mouvements réglementaires, des fonds de concours et de la loi de finances de fin de gestion. La ressource disponible s'élève à 802,1 M€ en AE et à 768,9 M€ en CP suite aux différents mouvements décrits ci-dessous :

- fonds de concours d'un total de 1 M€ en AE/CP ;
- transferts vers le programme 192 « Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle » au titre de la contribution du ministère des Armées au Plan Nano 2022, soit -15,5 M€ en CP et à la Stratégie France électronique, soit -5 M€ en AE/CP ;
- mouvements internes au programme, soit -60,5 M€ en AE et de +36,5 M€ en CP ;
- annulation de crédits par la loi de finances de fin de gestion de -34,0 M€ en AE et -57,6 M€ en CP.

**DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT****OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)****1. DESCRIPTION**

Les études amont relevant de cette opération stratégique répondent aux priorités identifiées hors « dissuasion ».

Ce sont des recherches et études appliquées rattachées à la satisfaction d'un besoin militaire prévisible et contribuant à constituer, maîtriser, entretenir ou à développer la base industrielle et technologique de défense, ainsi que l'expertise technique de l'État nécessaires à la réalisation des opérations d'armement.

Un triple objectif est poursuivi :

- disposer des technologies nécessaires au développement et à l'évolution des systèmes pour lesquels une autonomie nationale totale ou partielle est requise ;
- disposer des compétences industrielles et étatiques permettant de réaliser les programmes futurs, dans un cadre national ou en coopération ;
- susciter et accompagner l'innovation dans les domaines intéressant la défense, au travers de dispositifs de recherche coordonnés avec l'agence nationale pour la recherche (ANR), ou en favorisant la compétitivité et l'accès au marché de la défense aux PME/PMI et aux entreprises de taille intermédiaire (ETI).

**2. ASPECTS FINANCIERS**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Aéronautique et missiles	251 138 563	0	211 319 051	-39 819 512	236 447 228	0	248 752 403	12 305 175
OB	Information et renseignement (hors espace)	139 405 567	0	146 205 719	6 800 152	114 086 665	0	145 186 250	31 099 585
OB	Espace	91 721 955	0	48 992 211	-42 729 744	98 525 157	0	63 368 103	-35 157 054
OB	Technologies	141 077 838	1 000 000	115 332 520	-26 745 318	116 316 782	1 000 000	88 513 154	-28 803 628

	transverses								
OB	Naval	66 036 435	0	67 227 495	1 191 060	40 043 483	0	36 191 628	-3 851 855
OB	Terrestre, NRBC et Santé	80 044 164	0	62 257 255	-17 786 909	75 319 883	0	75 478 095	158 212
OB	Recherche et captation innovation	131 072 318	0	132 654 805	1 582 487	128 711 193	0	109 221 462	-19 489 731
Total		900 496 840	1 000 000	783 989 056	-117 507 784	809 450 391	1 000 000	766 711 095	-43 739 296

## Commentaires

Les écarts constatés sur les niveaux d'engagement résultent du report en 2024 du lancement de certaines études et de l'annulation partielle de la réserve de précaution.

Les écarts les plus significatifs portent sur :

- OB « Aéronautique et missiles » : la sous-consommation en AE est liée au report en 2024 d'un engagement pour le projet VMAX ;
- OB « Espace » : la sous-consommation en AE et en CP est liée à la reconfiguration nécessaire pour prendre en compte les orientations de la LPM 2024-2030 ;
- OB « Technologies transverses », la sous-consommation en CP s'explique notamment par un moindre versement sur le Fonds innovation défense ;
- OB « Terrestre, NRBC et Santé », la sous-consommation en AE résulte du décalage en 2024 d'actes liés au plan national char lourd.

### **OB - « Aéronautique et missiles »**

Dans le domaine du combat aérien, l'année 2023 a été marquée par des essais en vol sur démonstrateur nEUROn relatifs à l'amélioration de la discrétion électromagnétique pour une plateforme aérienne furtive.

Les études contribuant à la préparation des évolutions du Rafale se sont poursuivies notamment dans le domaine du brouillage.

Dans le domaine des hélicoptères de combat et des avions de transport, l'année 2023 a été marquée par des campagnes d'essais sur des nouveaux types de leurres à des fins d'utilisation sur gros porteurs et hélicoptères.

Des travaux d'études et de simulation en coopération avec l'Italie et l'Espagne concernant l'automatisation de certaines fonctions des plateformes sont en cours avec une perspective de démonstration en vol en 2024.

Dans le domaine des missiles, les travaux d'études du programme futur missile antinavire/futur missile de croisière (FMAN/FMC) en coopération avec le Royaume-Uni se poursuivent nominalement.

Dans le domaine de l'hypervélocité, l'année 2023 a été marquée par un essai en vol d'un démonstrateur.

### **OB - « Information et renseignement (hors espace) »**

Dans le domaine de la protection et la surveillance, des travaux sur la réalisation d'un démonstrateur radar protection basse couche et de lutte anti-drones ont été lancés ainsi que des études sur les contre-mesures électroniques. De bons résultats ont été obtenus sur les outils d'alerte avancée qui ont permis une démonstration d'interconnexion avec les systèmes OTAN. Des expérimentations ont également été réalisées dans les domaines des contre-mesures électromagnétiques et des radars où les études se sont poursuivies.

Dans les domaines des communications et du renseignement, des travaux ont été lancés sur l'amélioration des communications navales ainsi que des travaux pour réaliser des expérimentations de communications optiques sol-satellite. Les études sur les capacités d'imagerie hyperspectrale et le traitement automatique du langage multidomaines se sont poursuivies. Les travaux sur l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) pour la qualité des réseaux ont donné des résultats prometteurs, une étude complémentaire a été lancée pour élargir les capacités de recours à l'IA.

En matière de cyberdéfense, les études sur la lutte informatique défensive se sont poursuivies. Des études pour la réalisation de démonstrateurs dans le domaine de la crypto-spatiale et des processeurs sécurisés ont été lancées.

#### **OB - « Espace »**

Dans le domaine de la surveillance de l'espace, des études de levée de risques sur la composante électromagnétique ont été lancées. De bons résultats ont été obtenus dans la préparation des moyens spatiaux futurs de renseignement d'origine image et électromagnétique. Les travaux sur le démonstrateur satellite hyperspectral se sont poursuivis.

Concernant la préparation du futur satellite de communication militaire, les études ont donné de bons résultats et permis la qualification de briques technologiques. La production de leur premier modèle de vol est envisagée pour 2024.

Les études sur la composante spatiale d'alerte avancée et sur la capacité d'action dans l'espace se sont poursuivies. Les travaux de définition sur l'emploi opérationnel d'un démonstrateur satellite ont été finalisés.

#### **OB - « Technologies transverses »**

Les travaux se poursuivent, notamment dans le cadre du soutien au maintien en condition opérationnelle. L'année 2023 a été marquée par le lancement d'un projet de développement et d'expérimentation d'un démonstrateur de jumeau numérique pour le véhicule blindé d'infanterie.

Les travaux sur la maintenance prévisionnelle se poursuivent avec pour objectif d'agir sur la disponibilité opérationnelle en utilisant des algorithmes prédictifs pour anticiper et planifier les besoins de maintenance en fonction de l'usage et de la santé des moteurs. Les premiers éléments de concept de maintenance aéronautique basé sur l'état réel des moteurs d'hélicoptères ont été obtenus en 2023.

En complément des projets en cours, de nouveaux projets sur le quantique, les composants et les matériaux ont débutés en 2023 avec pour objectifs d'apporter des évolutions majeures sur les futurs radars, capteurs et systèmes de visualisation. L'année 2023 a été marquée par la clôture de projets sur les détecteurs infrarouges : les démonstrateurs réalisés répondent aux exigences pour équiper prochainement des systèmes tels que les jumelles du fantassin.

Les travaux de montée en maturité concernant les armes non cinétiques se sont poursuivis au cours de l'année 2023. Concernant la technologie laser de puissance, des essais de neutralisation de drones ont été réalisés sur porteur naval. Concernant la technologie électromagnétique, un jalon technologique a été franchi.

L'année 2023 a vu la poursuite des investissements du « Fonds innovation défense », fonds d'investissement dont l'objectif est de prendre des participations dans des entreprises innovantes en phase de croissance, start-ups, PME et ETI développant des technologies duales et transverses intéressant le monde de la défense. 20 M€ ont été versés sur ce fonds. Le fonds a investi dans les entreprises XXII, qui développe une plateforme brevetée d'analyse de flux vidéos en temps réel grâce à de l'intelligence artificielle, Exotrail, qui développe un nouveau modèle de logistique spatiale, Microoled, qui développe des écrans miniatures intégrant la technologie OLED (Organic Light-Emitting Diode), et Greenerwave, leader européen des technologies de contrôle des ondes électromagnétiques.

**OB - « Naval »**

Dans le domaine naval, l'année 2023 a été l'occasion de procéder à des campagnes de mesures de signatures de bâtiments civils pour la capacité d'interdiction navale ainsi que des expérimentations dans le cadre de la capacité exploratoire de maîtrise des fonds marins. Des démonstrateurs de sonar passif multitraitements ont été réalisés, une expérimentation opérationnelle de plusieurs mois est en cours sur la FREMM Provence.

Les études d'architecture sur le futur avion de patrouille maritime se poursuivent.

Les études en coopération avec le Japon sur la détection de mines enfouies se sont poursuivies ; la première campagne d'essais en mer au Japon s'est déroulée avec succès.

La coopération avec Singapour concernant les travaux de lutte contre les mines (structure d'écho sonar et insertion des drones de surface dans le trafic maritime) s'est finalisée avec des campagnes d'essais et une démonstration en mer.

Concernant la coopération dans le cadre du Fonds européen de défense, le financement français de la première phase du projet sur la corvette de patrouille maritime modulaire et multi-rôles a été réalisé. Pour la France, ce programme doit permettre de développer des briques technologiques et d'architectures susceptibles d'être intégrées dans les variantes nationales.

Les travaux sur le démonstrateur de drone sous-marin océanique de grande autonomie ont été lancés.

De nouvelles études ont également été lancées dans les domaines de la simulation pour la lutte anti-aérienne, la propulsion magnétique ainsi que sur l'intelligence artificielle pour les opérations navales et aéroportées.

**OB - « Terrestre, NRBC et Santé »**

Dans le domaine terrestre, l'année 2023 a été marquée par le lancement de plusieurs projets relatifs aux traitements algorithmiques pour le combat collaboratif ainsi que d'autres projets sur les améliorations de protection et de localisation du combattant débarqué.

Des essais ont été réalisés sur les munitions de moyen et gros calibres à des fins d'efficacité terminale accrue et d'augmentation de portée.

Suite à des essais réalisés en 2023, un nouveau jalon technologique a été atteint concernant la protection réactive sur char.

Les industriels Safran et Thales participent en tant que pilote aux projets de développement (FED) ACHILE, LATACC et ARMETISS relatifs à l'augmentation des capacités du combattant débarqué et du combat collaboratif.

Dans le domaine de la défense nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC), les études sur les futurs incréments des systèmes de défense NRBC se sont poursuivies. Des jalons technologiques ont été franchis concernant la décontamination.

Les études sur la santé du militaire permettent quant à elles le maintien de la compétence nationale pour le traitement des urgences vitales en opérations extérieures et l'amélioration de la résilience individuelle et collective des forces, notamment par l'évaluation de capteurs capables d'effectuer une surveillance physiologique.

**OB - « Recherche et captation de l'innovation »**

Les travaux de la « Red Team » se sont poursuivis en 2023 avec une troisième saison, aboutissement d'une séquence exploratoire de trois années qui a permis de tester et d'évaluer des méthodes de prospective et des réalisations inédites au service de l'innovation de défense, en explorant de nouvelles menaces à l'horizon 2030-2060.

En partenariat avec l'ANR, deux appels à projets thématiques ont été lancés en 2023 : l'un relatif à la gestion autonome de la trajectoire d'un véhicule terrestre en environnement complexe, pour lequel sept projets ont été sélectionnés et l'autre sur l'extension des zones conflictuelles aux fonds marins et à l'espace pour lequel sept projets ont été sélectionnés.

Le soutien à l'innovation interne au ministère des Armées et la prise de participation au capital de PME stratégiques via le fonds Definvest se sont poursuivis en 2023, permettant de financer le développement d'activités à caractère dual civilo-militaire. Au total en 2023, 10 M€ supplémentaires ont été versés sur ce fonds. Le fonds a investi dans les entreprises Codechamp, acteur de référence dans le domaine des capteurs de position angulaire de haute performance, Numalis, qui propose des outils pour valider les algorithmes d'IA, et ProvenRun, spécialisé dans le domaine de la sécurité par conception pour l'Internet des objets (IoT).

## OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION

### 1. DESCRIPTION

Les études amont de l'opération stratégique « Dissuasion » concernent la préparation des programmes d'équipement du domaine « Dissuasion », à l'exception des recherches portant sur les armes et matières nucléaires (dont le programme simulation) et les chaufferies nucléaires.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Dissuasion	210 000 000	0	219 635 671	9 635 671	207 000 000	0	209 198 298	2 198 298
	Total	210 000 000	0	219 635 671	9 635 671	207 000 000	0	209 198 298	2 198 298

#### Commentaires

Les consommations supérieures en AE/CP aux montants programmés résultent d'un avancement en 2023 du lancement de certains travaux, notamment la tranche optionnelle du marché HYPERION pour la préparation des incréments futurs du missile M51.

Les principales études menées en 2023 ont porté sur :

- la poursuite des études visant à assurer la pérennité de l'invulnérabilité des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et à porter à maturité les technologies pour les évolutions du missile M51 ;
- la préparation du renouvellement de la composante aéroportée et des évolutions de ses moyens de communication.

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours et des attributions de produits est la suivante :

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	1 000 000	0	-1 000 000
	Total	1 000 000	0*	-1 000 000

\*La dépense prévue au titre du fonds de concours a été prise sur l'enveloppe globale de crédits du programme.

**SOUS-ACTION**

## 07.04 - Gestion des moyens et subventions

**PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

Par rapport à la LFI (340,4 M€ en AE/CP), la ressource a été modifiée en cours de gestion suite à :

- des mouvements internes au programme 10,46 M€ AE/CP ;
- un transfert entrant en provenance du programme 231 pour financer les bourses sur critères sociaux des étudiants (0,11 M€ en AE/CP).

Ces mouvements ont porté la ressource disponible à 351 M€ en AE/CP.

**OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (FAS)****1. DESCRIPTION**

La part de la sous-action n° 4 supportée par l'opération stratégique « Fonctionnement et activités spécifiques » concerne les subventions versées à l'ONERA, aux écoles sous tutelle de la DGA (École polytechnique, ISAé, ENSTA Paris, institut polytechnique de Paris et ENSTA Bretagne) et à l'institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis (ISL).

**2. ASPECTS FINANCIERS****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN M€)**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FdC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FdC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Subventions et transferts	340 421 255	0	350 998 698	10 577 443	340 421 255	0	350 998 698	10 577 443
	Total	340 421 255	0	350 998 698	10 577 443	340 421 255	0	350 998 698	10 577 443

**Commentaires**

Cette OB présente une surconsommation de 10,6 M€ en AE et en CP. Cet écart se justifie principalement par :

- l'augmentation significative des coûts de l'énergie pour l'ONERA ;
- une avance de la subvention de 2024 pour charge d'investissement de l'école polytechnique ;
- l'impact de la modification des critères d'attribution des bourses sur critères sociaux des étudiants ;
- la mise en application de l'évolution du point d'indice et de la prime de pouvoir d'achat.

**SYNTHÈSE ACTION 07****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)**

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Dissuasion (DIS)	213 930 000	0	0	223 678 112	9 748 112	210 930 000	0	213 530 877	2 600 877

OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	340 421 255	0	0	350 998 698	10 577 443	340 421 255	0	350 998 698	10 577 443
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	927 125 416	1 000 000	0	809 510 726	-118 614 690	836 978 967	1 000 000	788 361 474	-49 617 493
Total		1 481 476 671	1 000 000	0	1 384 187 536	-98 289 135	1 388 330 222	1 000 000	1 352 891 049	-36 439 173

## ENGAGEMENTS ET ÉCHÉANCIERS DE PAIEMENT (EN M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2022	Eng 2023	2023	2024	2025	> 2025	Total
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	356,25	213,93	210,93	210,43	95,20	53,61	570,18
		PLR	426,12	223,68	213,53	197,93	116,65	121,69	<b>649,80</b>
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	0,00	340,42	340,42	0,00	0,00	0,00	340,42
		PLR	0,00	351,00	351,00	0,00	0,00	0,00	<b>351,00</b>
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	PLF	1742,28	928,13	863,50	716,17	675,98	414,74	2670,40
		PLR	1721,68	809,51	788,36	771,98	433,82	537,02	<b>2531,19</b>
Écarts (PLR-PLF)			-49,28	98,29	61,96	-43,32	220,71	-190,36	49,01

## RÉPARTITION DES FONDS DE CONCOURS (EN €)

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Dissuasion (DIS)	0	0	0
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	0	0	0
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	1 000 000	0	-1 000 000
Total		1 000 000	0	-1 000 000

## ACTION

## 08 - Relations internationales et diplomatie de défense

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation</i>						
08 – Relations internationales et diplomatie de défense		41 057 353 38 016 951	<b>41 057 353</b> <b>38 016 951</b>		41 057 353 38 182 896	<b>41 057 353</b> <b>38 182 896</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	4 182 433	4 348 512	4 182 433	3 802 908
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 182 433	4 348 512	4 182 433	3 802 908
Titre 6 : Dépenses d'intervention	36 874 920	33 668 439	36 874 920	34 379 988
Transferts aux entreprises	1 300 000	-222 526	1 300 000	479 943
Transferts aux autres collectivités	35 574 920	33 890 965	35 574 920	33 900 045
<b>Total</b>	<b>41 057 353</b>	<b>38 016 951</b>	<b>41 057 353</b>	<b>38 182 896</b>

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'action « Relations internationales et diplomatie de défense » relève directement de la DGRIS au titre de ses responsabilités en matière de coordination de l'action internationale du ministère des Armées et de définition de sa stratégie d'influence internationale.

Les crédits de cette action ont notamment permis de financer :

- la contribution forfaitaire de la France à la République de Djibouti au titre de la présence des forces françaises stationnées, conformément au traité de coopération en matière de défense ratifié en 2013 ;
- la participation française au budget de fonctionnement de l'Agence européenne de défense (AED) en application des dispositions du chapitre 3 de la Décision (PESC) 2015/1835 du Conseil de l'Union européenne du 12 octobre 2015 ;
- la contribution du ministère des Armées au financement du forum de la paix de Paris (événement international portant sur les questions de gouvernance mondiale et de multilatéralisme) ;
- la participation française à l'organisation de la huitième édition du forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique ;
- les dépenses de fonctionnement des missions et des représentations militaires auprès des organisations internationales.

## DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

## OPÉRATION STRATÉGIQUE : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (AOP)

## 1. DESCRIPTION

Les crédits de l'OS AOP couvrent principalement les dépenses de déplacements du personnel de la DGRIS lors des missions de représentation, d'études et de coordination en France et à l'étranger ainsi que celles effectuées par les attachés d'armement.

## 2. ASPECTS FINANCIERS

## AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN M€)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions



		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Déplacements et transports	1 418 872	0	1 719 815	300 943	1 418 872	0	1 767 627	348 755
	Total	1 418 872	0	1 719 815	300 943	1 418 872	0	1 767 627	348 755

L'OB « Déplacements et transports » présente une surconsommation de 0,3 M€ en AE/CP, résultant notamment de l'inflation constatée sur les coûts du transport aérien.

## OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES (FAS)

### 1. DESCRIPTION

Les crédits de l'OS FAS comprennent notamment :

- la contribution forfaitaire versée à la République de Djibouti ;
- la contribution française au budget de fonctionnement de l'AED ;
- la participation au forum de Dakar qui rassemble annuellement des chefs d'État et de gouvernement africains ainsi que des experts, des représentants d'organisations internationales et de la société civile. Le forum porte sur la paix et la sécurité en Afrique ;
- la contribution au fonds de soutien à la modernisation des forces armées djiboutiennes ;
- les dépenses pour les missions de défense (MdD) qui comprennent les gratifications des stagiaires de l'enseignement supérieur ;
- les frais de mutation du personnel relevant de la direction générale de l'armement affecté dans les missions de défense près des ambassades et plus généralement en poste permanent à l'étranger.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

#### AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN M€)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Mobilité des personnels	436 800	0	23 917	-412 883	436 800	0	23 917	-412 883
OB	Relations internationales	30 236 560	0	28 532 824	-1 703 736	30 236 560	0	28 366 180	-1 870 380
OB	Communication et relations publiques	165 121	0	827 246	662 125	165 121	0	332 029	166 908
OB	Subventions et transferts	7 500 000	0	7 248 772	-251 229	7 500 000	0	7 248 772	-251 229
	Total	38 338 481	0	36 632 759	-1 705 722	38 338 481	0	35 970 898	-2 367 583

La consommation sur l'OS FAS est inférieure à la programmation initiale (-1,7 M€ en AE et - 2,4 M€ en CP). Cette sous-consommation résulte de l'absence de consommation sur les crédits destinés au fonds de soutien à la modernisation des forces armées djiboutiennes. Elle implique aussi l'ajustement de la contribution française au budget de fonctionnement de l'AED (les montants en AE/CP sont passés de 7,5 M€ à 7,2 M€ soit -0,25 M€, suite à l'adhésion du Danemark à l'AED en mars 2023).

**DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT****OPÉRATION STRATÉGIQUE : PROSPECTIVE ET PRÉPARATION DE L'AVENIR (PPA)****1. DESCRIPTION**

Les crédits de cette opération stratégique financent la contribution aux actions de coopération bilatérales et multilatérales du partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes (PMG7), qui participe au contrôle des transferts de biens et technologies sensibles et de la maîtrise des armements.

**2. ASPECTS FINANCIERS****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN M€)**

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FdC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FdC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Accords internationaux	1 300 000	0	300 628	-999 372	1 300 000	0	482 478	-817 522
	Total	1 300 000	0	300 628	-999 372	1 300 000	0	482 478	-817 522

En 2023, les ressources allouées ont permis de financer :

- les actions françaises inscrites dans le cadre du PMG7 ;
- la participation du ministère des Armées (35 k€) au financement du fonctionnement de la Commission nationale pour l'élimination de mines antipersonnel (CNEMA).

La sous-consommation sur l'OB (-1,0 M€ en AE et -0,82 M€) est liée principalement au report et annulation des projets menés dans le cadre du PMG7.

**SYNTHÈSE ACTION 08****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2023 (EN €)**

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	1 418 872	0	0	1 719 815	300 943	1 418 872	0	1 767 627	348 755
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	38 338 481	0	0	36 632 759	-1 705 722	38 338 481	0	35 970 898	-2 367 583
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	1 300 000	0	0	300 628	-999 372	1 300 000	0	482 478	-817 522
	Total	41 057 353	0	0	38 653 202	-2 404 151	41 057 353	0	38 221 003	-2 836 350

## ENGAGEMENTS ET ÉCHÉANCIERS DE PAIEMENT (EN M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2022	Eng 2023	2023	2024	2025	> 2025	Total
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	0,05	1,42	1,42	0,05	0,00	0,00	1,47
		PLR	0,05	1,72	1,77	0,00	0,00	0,00	1,77
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	0,39	38,34	38,34	0,39	0,00	0,00	38,73
		PLR	0,90	36,63	35,97	1,15	0,41	0,00	37,54
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	PLF	0,81	1,30	1,30	0,64	0,17	0,00	2,11
		PLR	0,89	0,30	0,48	0,63	0,07	0,00	1,19
Écarts (PLR-PLF)			-0,60	2,40	2,84	-0,71	-0,32	0,00	1,81

## RÉPARTITION DES FONDS DE CONCOURS (EN €)

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
OS	Activités opérationnelles (AOP)	0	0	0
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	0	10 560	10 560
OS	Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	0	0	0
Total		0	10 560	10 560

## Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense	Réalisation 2022		Prévision LFI 2023		Réalisation 2023	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>INI - Institution nationale des Invalides (P169)</b>		<b>167 844</b>				
Transferts		167 844				
<b>ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne (P144)</b>	<b>19 292 726</b>	<b>18 480 435</b>	<b>19 063 231</b>	<b>19 063 231</b>	<b>22 354 507</b>	<b>21 354 188</b>
Subventions pour charges de service public	15 694 852	15 694 852	16 698 918	16 698 918	16 984 916	16 984 916
Dotations en fonds propres	400 000	400 000			2 364 313	2 364 313
Transferts	3 197 874	2 385 583			3 005 278	2 004 959
Subventions d'investissement			2 364 313	2 364 313		
<b>ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées (P144)</b>	<b>18 818 368</b>	<b>18 818 368</b>	<b>20 222 314</b>	<b>20 222 314</b>	<b>20 508 313</b>	<b>20 508 313</b>
Subventions pour charges de service public	18 418 368	18 418 368	19 275 748	19 275 748	19 561 747	19 561 747
Dotations en fonds propres	400 000	400 000			946 566	946 566
Subventions d'investissement			946 566	946 566		
<b>ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (P144)</b>	<b>47 911 166</b>	<b>43 390 552</b>	<b>43 213 479</b>	<b>43 213 479</b>	<b>46 836 648</b>	<b>46 444 692</b>
Subventions pour charges de service public	38 735 238	38 735 238	40 848 997	40 848 997	41 334 996	41 334 996
Dotations en fonds propres	1 616 707	1 616 707			2 364 482	2 364 482
Transferts	7 559 221	3 038 607			3 137 170	2 745 214
Subventions d'investissement			2 364 482	2 364 482		
<b>ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales (P144)</b>	<b>114 998 738</b>	<b>113 815 134</b>	<b>117 081 552</b>	<b>117 081 552</b>	<b>123 356 910</b>	<b>124 306 356</b>
Subventions pour charges de service public	111 458 738	111 458 738	114 488 353	114 488 353	119 461 353	119 461 353
Dotations en fonds propres					2 593 199	2 593 199
Transferts	3 540 000	2 356 396			1 302 358	2 251 804
Subventions d'investissement			2 593 199	2 593 199		
<b>X - Ecole polytechnique (P144)</b>	<b>110 293 931</b>	<b>104 631 233</b>	<b>115 275 391</b>	<b>115 275 391</b>	<b>129 094 263</b>	<b>124 129 388</b>
Subventions pour charges de service public	96 656 327	96 656 327	101 088 989	101 088 989	103 438 989	103 438 989
Dotations en fonds propres	4 000 000	4 000 000			16 275 849	16 275 849
Transferts	9 637 604	3 974 906			9 379 425	4 414 550
Subventions d'investissement			14 186 402	14 186 402		
<b>IPP - Institut Polytechnique de Paris (P144)</b>	<b>3 236 281</b>	<b>3 236 281</b>	<b>3 462 151</b>	<b>3 462 151</b>	<b>3 569 151</b>	<b>3 569 151</b>
Subventions pour charges de service public	3 236 281	3 236 281	3 462 151	3 462 151	3 569 151	3 569 151
<b>Ecole de l'air et de l'espace (P178)</b>	<b>293 270</b>	<b>97 339</b>			<b>829 420</b>	<b>263 086</b>
Transferts	293 270	97 339			829 420	263 086
<b>Ecole navale (P178)</b>	<b>387 039</b>	<b>71 281</b>				<b>77 408</b>
Transferts	387 039	71 281				77 408
<b>IGN - Institut national de l'information géographique et forestière (P159)</b>		<b>17 700</b>			<b>151 014</b>	<b>45 304</b>
Transferts		17 700			151 014	45 304
<b>ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (P181)</b>	<b>60 000</b>	<b>32 450</b>				<b>50 400</b>
Transferts	60 000	32 450				50 400
<b>INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques (P181)</b>					<b>72 000</b>	
Transferts					72 000	
<b>ENPC - Ecole nationale des Ponts et Chaussées (P217)</b>		<b>37 568</b>				<b>17 700</b>

Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense	Réalisation 2022		Prévision LFI 2023		Réalisation 2023	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts		37 568				17 700
<b>Universités et assimilés (P150)</b>	<b>4 746 362</b>	<b>4 093 096</b>			<b>4 242 965</b>	<b>2 687 925</b>
Transferts	4 746 362	4 093 096			4 242 965	2 687 925
<b>Ecoles et formations d'ingénieurs (P150)</b>	<b>1 439 384</b>	<b>1 085 037</b>			<b>2 188 010</b>	<b>1 842 066</b>
Transferts	1 439 384	1 085 037			2 188 010	1 842 066
<b>Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150)</b>	<b>518 162</b>	<b>140 917</b>			<b>260 000</b>	<b>105 583</b>
Transferts	518 162	140 917			260 000	105 583
<b>ANR - Agence nationale de la recherche (P172)</b>	<b>16 222 029</b>	<b>9 825 913</b>			<b>24 708 717</b>	<b>12 742 485</b>
Transferts	16 222 029	9 825 913			24 708 717	12 742 485
<b>Communautés d'universités et d'établissements (P150)</b>	<b>60 000</b>					<b>14 750</b>
Transferts	60 000					14 750
<b>BRGM - Bureau de recherches géologiques et minières (P172)</b>		<b>12 405</b>				
Transferts		12 405				
<b>CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172)</b>	<b>9 049 823</b>	<b>8 859 092</b>			<b>9 797 044</b>	<b>8 761 719</b>
Transferts	9 049 823	8 859 092			9 797 044	8 761 719
<b>CNRS - Centre national de la recherche scientifique (P172)</b>	<b>2 647 539</b>	<b>1 649 529</b>			<b>3 430 509</b>	<b>1 693 737</b>
Transferts	2 647 539	1 649 529			3 430 509	1 693 737
<b>IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (P172)</b>						<b>17 700</b>
Transferts						17 700
<b>INRAE - Institut national pour la recherche en agriculture, alimentation et environnement (P172)</b>	<b>180 000</b>					<b>45 000</b>
Transferts	180 000					45 000
<b>CNES - Centre national d'études spatiales (P193)</b>	<b>478 000</b>	<b>238 950</b>				<b>175 550</b>
Transferts	478 000	238 950				175 550
<b>INRIA - Institut national de recherche en informatique et en automatique (P172)</b>	<b>1 362 830</b>	<b>1 092 571</b>			<b>2 444 931</b>	<b>747 317</b>
Transferts	1 362 830	1 092 571			2 444 931	747 317
<b>IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (P190)</b>	<b>59 000</b>	<b>14 750</b>				
Transferts	59 000	14 750				
<b>Groupe Mines Télécom (P192)</b>	<b>337 675</b>	<b>279 467</b>			<b>417 716</b>	<b>459 863</b>
Transferts	337 675	279 467			417 716	459 863
<b>INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale (P172)</b>	<b>247 961</b>	<b>250 101</b>			<b>128 914</b>	<b>189 758</b>
Transferts	247 961	250 101			128 914	189 758
<b>Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire (P142)</b>	<b>152 326</b>					<b>45 698</b>
Transferts	152 326					45 698
<b>ENAC - Ecole nationale de l'aviation civile (P613)</b>		<b>19 808</b>			<b>123 258</b>	<b>4 116</b>
Transferts		19 808			123 258	4 116
<b>Total</b>	<b>352 792 612</b>	<b>330 357 819</b>	<b>318 318 118</b>	<b>318 318 118</b>	<b>394 514 290</b>	<b>370 299 253</b>
Total des subventions pour charges de service public	284 199 804	284 199 804	295 863 156	295 863 156	304 351 152	304 351 152
Total des dotations en fonds propres	6 416 707	6 416 707			24 544 409	24 544 409
Total des transferts	62 176 101	39 741 308			65 618 729	41 403 692
Total des subventions d'investissement			22 454 962	22 454 962		

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023, leur réalisation 2022 est sans objet.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

## EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Opérateur	ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes	ETPT rémunérés par les opérateurs				ETPT rémunérés par d'autres collectivités
		sous plafond *	hors plafond	dont contrats aidés	dont apprentis	
	Réalisation 2022					
	Prévision 2023					
	Réalisation 2023					
ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne	0	182	74	0	0	0
	0	183	70	0	1	0
	0	183	71	0	0	0
ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées	1	168	46	0	0	0
	1	181	57	0	2	1
	1	170	56	0	0	0
ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace	1	411	185	0	0	0
	2	412	216	0	12	0
	1	412	197	0	13	0
ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales	0	1 769	228	0	35	0
	0	1 795	243	0	0	0
	1	1 777	246	0	0	0
X - Ecole polytechnique	1	2 637	431	10	0	0
	0	2 691	512	16	0	0
	0	2 658	471	0	10	0
IPP - Institut Polytechnique de Paris	0	22	11	0	0	0
	0	22	25	0	0	0
	0	22	22	0	0	0
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>5 189</b>	<b>975</b>	<b>10</b>	<b>35</b>	<b>0</b>
	<b>3</b>	<b>5 284</b>	<b>1 123</b>	<b>16</b>	<b>15</b>	<b>1</b>
	<b>3</b>	<b>5 222</b>	<b>1 063</b>	<b>0</b>	<b>23</b>	<b>0</b>

\* Les emplois sous plafond 2023 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

## SCHÉMA D'EMPLOI ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	Prévision ETPT	Réalisation ETPT
<b>Emplois sous plafond 2023 *</b>	<b>5 284</b>	<b>5 222</b>

\* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

	Prévision ETP	Réalisation ETP
Schéma d'emplois 2023 en ETP	35	53

L'évolution à la hausse du schéma d'emploi des opérateurs du programme 144 se répartit comme suit :

- ENSTA Bretagne : +3 ETP (pour une cible fixée en PLF 2023 à 0 ETP) ;
- ONERA : +24,3 ETP (pour une cible fixée en PLF 2023 à +20 ETP) ;
- ENSTA Paris : +10,5 ETP (pour une cible fixée en PLF 2023 à +4 ETP) ;
- X - École polytechnique : +15 ETP (pour une cible fixée en PLF 2023 à +11 ETP) ;
- ISAE : -2,4 ETP (pour une cible fixée en PLF 2023 à 0 ETP) ;
- IP Paris : +3 ETP (pour une cible fixée en PLF 2023 à 0 ETP).

## FISCALITÉ AFFECTÉE AUX OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

Intitulé de l'opérateur	Compte financier 2022	Budget initial 2023	Compte financier 2023
ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne	34 171	27 000	31 839
ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées	0	27 000	0
ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace	604 495	65 000	554 179
ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales	0	0	0
X - Ecole polytechnique	81 686	0	109 066
IPP - Institut Polytechnique de Paris	18 522	0	68 479
<b>Total</b>	<b>738 874</b>	<b>119 000</b>	<b>763 563</b>

# Opérateurs

## OPÉRATEUR

ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) depuis le 1er janvier 2022, l'ENSTA Bretagne dispense à ses élèves un enseignement supérieur ayant pour objet la formation d'ingénieurs des études et techniques d'armement et d'ingénieurs civils français et étrangers, dans les domaines naval, mécanique, électronique et les domaines connexes.

Elle dispense également, à des personnes titulaires de certains diplômes, des enseignements de spécialisation ainsi que des enseignements de perfectionnement et de mise à jour des connaissances.

Pour l'année scolaire 2023-2024, l'ENSTA Bretagne accueille 970 élèves (850 élèves et 120 doctorants). L'effectif total est stable depuis quatre ans. En 2023, l'ENSTA Paris et l'ENSTA Bretagne ont lancé les travaux de fusion devant permettre de créer une grande école des souverainetés, membre d'IP Paris.

L'ENSTA Bretagne conduit des travaux de recherche scientifique et technique dans des installations et laboratoires qui lui sont propres ou qui relèvent d'organismes avec lesquels elle a conclu des accords de coopération. Cette activité est en croissance continue.

Les principaux objectifs et indicateurs de l'opérateur ENSTA Bretagne sont définis par le contrat d'objectifs et de performance (COP) pluriannuel 2022-2026, signé le 11 avril 2022.

Le COP 2022-2026 fixe cinq orientations visant à renforcer le positionnement de l'école, au service de l'ensemble de ses parties prenantes, partenaires, étudiants :

- Mettre en œuvre une formation et une recherche originales et de haut niveau
- Renforcer le rôle de l'école dans le développement des technologies duales et de défense, de l'ingénierie maritime et de la sécurité numérique
- Améliorer la qualité de l'expérience étudiante et l'attractivité de l'école et de son campus
- Consolider les alliances académiques nationales et développer de nouvelles alliances à l'international
- S'engager en faveur du développement durable et assumer pleinement sa responsabilité sociétale.

Si la première année d'exercice du COP est conforme aux principaux objectifs, un point d'attention financier est apparu avec l'augmentation générale des prix et plus particulièrement des prix de l'énergie. L'ENSTA Bretagne a mis en place un plan général d'économies qui a porté ses fruits depuis 2022.

2023 est pour l'établissement une année importante dans l'exécution du nouveau plan État-Région et plus particulièrement de sa partie immobilière (plan de rénovation énergétique, rénovation de la résidence des élèves et construction d'un bâtiment d'essais pour la robotique) pour laquelle toutes les conventions ont été signées avec les collectivités et des avances perçues.



## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2022		Prévision LFI 2023		Réalisation 2023	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation</b>	<b>6</b>	<b>6</b>			<b>5</b>	<b>5</b>
Transferts	6	6			5	5
<b>P144 – Environnement et prospective de la politique de défense</b>	<b>19 293</b>	<b>18 480</b>	<b>19 063</b>	<b>19 063</b>	<b>22 355</b>	<b>21 354</b>
Subventions pour charges de service public	15 695	15 695	16 699	16 699	16 985	16 985
Dotations en fonds propres	400	400			2 364	2 364
Transferts	3 198	2 386			3 005	2 005
Subventions d'investissement			2 364	2 364		
<b>P146 – Équipement des forces</b>	<b>27</b>	<b>27</b>			<b>22</b>	<b>22</b>
Transferts	27	27			22	22
<b>P150 – Formations supérieures et recherche universitaire</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>2</b>		
Subventions pour charges de service public	7	7	2	2		
<b>P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables</b>						<b>161</b>
Transferts						161
<b>Total</b>	<b>19 333</b>	<b>18 521</b>	<b>19 065</b>	<b>19 065</b>	<b>22 382</b>	<b>21 542</b>

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

L'ENSTA Bretagne a bénéficié d'un abondement de sa subvention pour charge de service public couvrant partiellement les augmentations salariales, les augmentations des bourses et a bénéficié d'une levée de la réserve.

## COMPTE FINANCIER 2023

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *	Produits	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
Personnel	17 705	18 049	Subventions de l'État	16 405	16 985
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	<i>1 916</i>	<i>1 968</i>	– subventions pour charges de service public	16 405	16 985
			– crédits d'intervention( transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	9 898	9 223	Fiscalité affectée	27	32
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	4 127	3 908
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	2 650	2 699	Revenus d'activité et autres produits	6 409	6 449
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	<i>2 650</i>	<i>2 696</i>	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		<i>51</i>
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>		<i>3</i>	<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		<i>3</i>
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	<i>1 500</i>	<i>1 345</i>
<b>Total des charges</b>	<b>27 603</b>	<b>27 271</b>	<b>Total des produits</b>	<b>26 968</b>	<b>27 375</b>
Résultat : bénéfice		103	Résultat : perte	635	
Total : équilibre du CR	27 603	27 375	Total : équilibre du CR	27 603	27 375

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *	Ressources	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	515	1 402
Investissements	5 107	2 442	Financement de l'actif par l'État	2 323	2 364
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	1 254	1 130
			Autres ressources		3
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
<b>Total des emplois</b>	<b>5 107</b>	<b>2 442</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>4 091</b>	<b>4 899</b>
Augmentation du fonds de roulement		2 457	Diminution du fonds de roulement	1 016	

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat de l'exercice 2023 s'établit à 103 070 €.

La levée de la réserve et l'abondement de la subvention ont permis de dégager un résultat légèrement positif.

L'établissement a pu dégager une capacité d'autofinancement de 1 402 k€.

Les dépenses d'investissement sont inférieures aux prévisions en raison d'un décalage à la fin de l'année 2023 de notifications de marchés immobiliers (rénovation de la résidence des élèves et construction du bassin d'essais de robotique).

Les recettes et dépenses d'investissement conduisent à une augmentation du fonds de roulement de 2 457 k€.

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2022	Budget initial 2023	Compte financier 2023
12 885	8 569	15 079

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2023		Compte financier 2023 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel (yc enveloppe recherche)	17 705	17 705	18 049	18 049
Fonctionnement (yc enveloppe recherche)	7 348	7 348	6 316	6 137
Intervention	0	0	0	0
Investissement (yc enveloppe recherche)	6 722	5 107	7 892	2 452
<b>Dont enveloppe recherche</b>	<b>14 689</b>	<b>14 674</b>	<b>15 760</b>	<b>12 577</b>
- Personnel enveloppe recherche	8 498	8 498	8 663	8 663
- Fonctionnement enveloppe recherche	3 259	3 259	2 969	2 884
- Investissement enveloppe recherche	2 931	2 916	4 128	1 030
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>31 775</b>	<b>30 160</b>	<b>32 257</b>	<b>26 638</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	1 916	1 916	1 968	1 968

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>24 993</b>	<b>25 961</b>
Subvention pour charges de service public	16 405	16 985
Autres financements de l'État	1 828	2 425
Fiscalité affectée	27	32
Autres financements publics	2 049	1 483
Recettes propres	4 684	5 036
<b>Recettes fléchées</b>	<b>3 801</b>	<b>3 089</b>
Financements de l'État fléchés	2 323	2 364
Autres financements publics fléchés	1 254	515
Recettes propres fléchées	225	210
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>28 794</b>	<b>29 051</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)</b>	<b>0</b>	<b>2 413</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)</b>	<b>1 366</b>	<b>0</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation	5 666	1 973	1 973	0	0	384	384	8 022	8 022
	5 776	1 769	1 718	0	0	374	251	7 918	7 745

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial</i> <i>Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Recherche	8 498 8 663	3 259 2 969	3 259 2 884	0 0	0 0	2 931 4 128	2 916 1 030	<b>14 689</b> <b>15 760</b>	<b>14 674</b> <b>12 577</b>	
Soutien	3 541 3 610	1 358 884	1 358 923	0 0	0 0	407 394	407 314	<b>5 306</b> <b>4 888</b>	<b>5 306</b> <b>4 846</b>	
Vie étudiante	0 0	758 695	758 611	0 0	0 0	3 000 2 996	1 400 858	<b>3 758</b> <b>3 691</b>	<b>2 158</b> <b>1 470</b>	
<b>Total</b>	<b>17 705</b> <b>18 049</b>	<b>7 348</b> <b>6 316</b>	<b>7 348</b> <b>6 137</b>	<b>0</b> <b>0</b>	<b>0</b> <b>0</b>	<b>6 722</b> <b>7 892</b>	<b>5 107</b> <b>2 452</b>	<b>31 775</b> <b>32 257</b>	<b>30 160</b> <b>26 638</b>	

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>1 366</b>	<b>0</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	300	633
Autres décaissements non budgétaires	200	237
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>1 866</b>	<b>870</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>2 194</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	0	1 450
Abondement de la trésorerie non fléchée	278	744
<b>Total des besoins</b>	<b>1 866</b>	<b>3 064</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>0</b>	<b>2 413</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	700	549
Autres encaissements non budgétaires	200	101
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>900</b>	<b>3 064</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>966</b>	<b>0</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	1 244	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	0	0
<b>Total des financements</b>	<b>1 866</b>	<b>3 064</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le tableau d'équilibre financier présente un excédent budgétaire de 2,4 M€ et un abondement de la trésorerie de 2,1 M€ (dont 1 450 k€ de trésorerie fléchée) après enregistrement des opérations pour compte de tiers et des autres opérations non budgétaires.

L'excédent budgétaire provient de la hausse des recettes liée à la levée de la réserve en fin d'année 2023 et à une consommation des crédits de paiement d'investissement inférieure aux prévisions en raison de la passation tardive de marchés immobiliers.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2022 (1)	Prévision 2023 (2)	Réalisation 2023
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>256</b>	<b>253</b>	<b>254</b>
– sous plafond	182	183	183
– hors plafond	74	70	71
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>		1	
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

Effectifs sous plafond : l'établissement a atteint son plafond d'emplois, soit 183 ETPT. Les recrutements sont réalisés sur des postes laissés vacants par les départs.

Effectifs hors plafond : ils diminuent de 3 ETPT par rapport à 2022, soit 71 ETPT. Les recrutements sont liés aux contrats de recherche dont certains imposent de fortes contraintes en termes de nationalité, ce qui explique la diminution constatée en 2023.

L'ENSTA Bretagne a exécuté un schéma d'emploi de +3 ETP, pour une cible fixée en PLF 2023 à 0 ETP.

## OPÉRATEUR

ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées

## ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) de la catégorie grand établissement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, l'ENSTA Paris est la plus ancienne des écoles d'ingénieurs française. Membre fondateur de l'Institut polytechnique de Paris, l'école reste fortement engagée dans son développement afin de devenir un institut de sciences et de technologies de rang mondial. En 2023, l'ENSTA Paris et l'ENSTA Bretagne ont lancé les travaux de fusion devant permettre de créer une grande école des souverainetés, membre d'IP Paris.

L'école a conforté son positionnement dans le groupe des écoles dites A+ et continue sa progression dans les classements nationaux avec une deuxième place dans le palmarès des écoles d'ingénieurs d'excellence du Figaro Étudiant, publié en janvier 2024, la positionnant durablement dans le TOP10.

Dans la continuité du contrat d'objectifs et de performance (COP) 2017-2021, le COP 2022-2026 d'ENSTA Paris est notamment construit autour d'axes transverses qui se traduisent par des engagements stratégiques au titre desquels se retrouvent la responsabilité sociétale et environnementale et la transformation numérique.

ENSTA Paris a ainsi poursuivi son engagement pour l'introduction du numérique au profit des enseignements par des dispositifs de co-working, l'aménagement de salles co-modales et le développement d'un Système d'Information de gestion des vacances. Pour ajuster ses infrastructures à l'augmentation de ses effectifs, un

bâtiment d'enseignement mutualisé (BEM) avec 6 écoles du plateau de Saclay a été inauguré en décembre 2023.

Dans le domaine scientifique, l'école est particulièrement investie dans le domaine de la robotique, en particulier des véhicules autonomes, celui des lasers avec plusieurs publications de haut niveau et leurs applications industrielles. Trois de ses laboratoires bénéficient de la labellisation Carnot mettant en avant l'excellence de sa recherche partenariale.

A l'international, l'école est engagée dans deux campus *offshore* :

- en Chine, à Shanghai l'école d'ingénieurs franco-chinoise SPEIT, programme international associant une des toutes meilleures universités de technologie chinoise SJTU et quatre partenaires français que l'ENSTA Paris représente (École polytechnique, Telecom Paris, Mines Paris et ENSTA Paris) ;
- en Tunisie, à Tunis où ses formations d'ingénieurs sont délocalisées en partenariat avec l'École d'Ingénieurs de Tunis.

L'école s'est par ailleurs mobilisée au titre du plan France Relance, en obtenant le financement

- de la rénovation énergétique des bâtiments du centre de l'Yvette, afin de préparer l'extension de son laboratoire d'optique appliquée (LOA) ;
- d'un outil novateur de gestion des contrats de recherche et des partenariats déployé progressivement à partir de décembre 2022.

ENSTA Paris et ses partenaires ont également pu bénéficier de financements accordés dans le cadre de la préservation des emplois de recherche et de développement afin de renforcer les projets de recherche conjoints.

En termes d'infrastructures, l'école finalise actuellement le projet de déménagement de son unité de recherche mécanique dans un bâtiment mutualisé avec Polytechnique qui sera livré en mars 2024. Elle est partie prenante du projet scientifique LAPLACE, premier centre français d'accélération laser plasma, implanté au LOA - Centre de l'Yvette d'ENSTA Paris.

Conformément au COP 2017-2021, ENSTA Paris a déployé une démarche qualité selon les exigences des normes ISO 9001 « Systèmes de management de la qualité » et ISO 21001 « Systèmes de management des organismes d'éducation/formation », certifiée AFNOR en mars 2022, couvrant à la fois les activités de formation du cycle ingénieur, les activités de recherche et le soutien à la vie étudiante. L'École poursuit l'ancrage de l'amélioration continue de ses processus conformément à l'objectif du COP 2022-2026 et a articulé, au sein d'un système de management intégré, l'ensemble de ses démarches de labellisation et de performance, notamment sa labellisation « Bienvenue en France » maintenue à un niveau 3\* en juin 2023 pour l'accueil de ses étudiants internationaux et sa certification Haute Qualité Environnementale - Utilisation durable de ses installations d'enseignements confirmée à un niveau excellent en septembre 2023.

Enfin, l'ENSTA Paris affirme depuis plusieurs années son engagement fort et constant au titre de sa responsabilité sociétale pour la prise en compte du handicap, l'égalité professionnelle Homme-femme, sa lutte contre les Violences Sexistes et Sexuelles, cordée de la réussite... Les objectifs du COP 2022-2026 lui ont permis d'aller plus loin en consolidant ces actions dans une démarche structurée de Responsabilité Sociétale et Environnementale. Une Politique de Responsabilité Sociétale et Environnementale a été validée en 2023 par le Conseil d'Administration et une labellisation DD-RS en a reconnu le déploiement efficace fin 2023 sur ses axes de gouvernance, d'enseignement notamment de transition écologique, de recherche en lien avec les ODD, mais aussi d'environnement et de politique sociale.

## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2022		Prévision LFI 2023		Réalisation 2023	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation</b>	5	5			5	5
Transferts	5	5			5	5
<b>P144 – Environnement et prospective de la politique de défense</b>	18 938	18 956	20 222	20 222	20 508	20 508
Subventions pour charges de service public	18 418	18 418	19 276	19 276	19 562	19 562
Dotations en fonds propres	400	400			947	947
Transferts	120	138				
Subventions d'investissement			947	947		
<b>P146 – Équipement des forces</b>	26	26			10	10
Transferts	26	26			10	10
<b>P150 – Formations supérieures et recherche universitaire</b>	9	9			7	7
Subventions pour charges de service public	9	9			7	7
<b>P231 – Vie étudiante</b>	3	3			2	2
Transferts	3	3			2	2
<b>P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle</b>						106
Transferts						106
<b>P363 – Compétitivité</b>	315	250				
Transferts	315	250				
<b>P147 – Politique de la ville</b>					3	3
Transferts					3	3
<b>P348 – Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs</b>					26	26
Dotations en fonds propres					26	26
<b>Total</b>	<b>19 297</b>	<b>19 250</b>	<b>20 222</b>	<b>20 222</b>	<b>20 560</b>	<b>20 666</b>

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

Le transfert de 5000 € au titre du P169 non prévu en LFI correspond à un encaissement sur convention de la fondation des gueules cassées qui n'était pas connu à la date du vote de la LFI 2023.

La variation positive constatée entre la LFI2023 et la réalisation 2023 sur subventions pour charges de service public est due à la dotation exceptionnelle (286 k€) versée par la DGA du ministère des Armées pour compenser les impacts de la hausse du point d'indice et des autres mesures de revalorisation des rémunérations annoncées en juin 2023 mais également à des transferts vers l'ENSTA d'autres programmes après l'adoption de la LFI2023.

Sur le P146, un transfert de 10 000 € non prévu en LFI consiste en un financement pour l'accueil de stagiaires étrangers.

La SCSP de 7 000 € au titre du P150 correspond au soutien dans le cadre de l'Université Franco-Tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée, qui a été inaugurée en 2019.

Le transfert de 1500 € sur le P231 non prévu en LFI correspond à une subvention perçue dans le cadre du dispositif cordées de la réussite.

Sur le P192 a été effectué un versement du SCBCM MINEFI non prévu en LFI pour 106 381 €.

Une dotation en fonds propres de 25 636 € a été reçue du P348, il s'agit de financements reçus dans cadre du plan Résilience 2 qui n'étaient pas connus lors de l'adoption de la LFI 2023

## COMPTE FINANCIER 2023

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *	Produits	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
Personnel	18 676	17 736	Subventions de l'État	18 939	19 562
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	1 754	1 657	– subventions pour charges de service public	18 939	19 562
			– crédits d'intervention( transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	13 370	12 227	Fiscalité affectée	27	
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	5 138	5 823
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	4 355	4 453	Revenus d'activité et autres produits	7 650	7 663
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	4 355	4 453	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>	217	
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>		0	<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>	8	1
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	2 906	3 244
<b>Total des charges</b>	<b>32 047</b>	<b>29 962</b>	<b>Total des produits</b>	<b>31 754</b>	<b>33 047</b>
Résultat : bénéfice		3 085	Résultat : perte	293	
Total : équilibre du CR	32 047	33 047	Total : équilibre du CR	32 047	33 047

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *	Ressources	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	932	4 293
Investissements	4 595	3 762	Financement de l'actif par l'État	1 504	1 235
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		71
			Autres ressources	754	
Remboursement des dettes financières		481	Augmentation des dettes financières	45	333
<b>Total des emplois</b>	<b>4 595</b>	<b>4 243</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>3 235</b>	<b>5 932</b>
Augmentation du fonds de roulement		1 689	Diminution du fonds de roulement	1 361	

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

La structure patrimoniale de l'ENSTA, à l'issue de cet exercice 2023, avec un résultat positif, présente une capacité d'autofinancement de 4 293 k€ permettant de couvrir les investissements de l'année.



## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2022	Budget initial 2023	Compte financier 2023
15 719	12 347	16 190

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2023		Compte financier 2023 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel (yc enveloppe recherche)	18 676	18 676	17 687	17 687
Fonctionnement (yc enveloppe recherche)	9 376	9 015	8 176	7 700
Intervention	0	0	0	0
Investissement (yc enveloppe recherche)	4 017	4 595	3 255	3 945
<b>Dont enveloppe recherche</b>	<b>13 497</b>	<b>13 942</b>	<b>12 425</b>	<b>12 939</b>
- Personnel enveloppe recherche	6 910	6 910	7 044	7 044
- Fonctionnement enveloppe recherche	3 469	3 336	3 025	2 849
- Investissement enveloppe recherche	3 118	3 696	2 356	3 046
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>32 069</b>	<b>32 287</b>	<b>29 118</b>	<b>29 332</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	1 754	1 754	1 657	1 657

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>24 385</b>	<b>24 501</b>
Subvention pour charges de service public	18 939	19 562
Autres financements de l'État	899	947
Fiscalité affectée	27	36
Autres financements publics	0	0
Recettes propres	4 520	3 957
<b>Recettes fléchées</b>	<b>6 178</b>	<b>5 070</b>
Financements de l'État fléchés	0	0
Autres financements publics fléchés	604	26
Recettes propres fléchées	5 574	5 044
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>30 563</b>	<b>29 571</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)</b>	<b>0</b>	<b>239</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)</b>	<b>1 724</b>	<b>0</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	Budget initial Compte financier *	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
ENSEIGNEMENT	6 350	3 188	3 065	0	0	0	0	9 538	9 415
	5 513	2 780	2 618	0	0	0	0	8 293	8 132

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial</i> <i>Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
RECHERCHE	6 910 7 044	3 469 3 025	3 336 2 849	0 0	0 0	3 118 2 356	3 696 3 046	<b>13 497</b> <b>12 425</b>	<b>13 942</b> <b>12 939</b>	
SUPPORT	4 296 4 068	2 156 1 881	2 074 1 771	0 0	0 0	899 899	899 899	<b>7 351</b> <b>6 848</b>	<b>7 268</b> <b>6 738</b>	
VIE ETUDIANTE	1 121 1 061	563 491	541 462	0 0	0 0	0 0	0 0	<b>1 683</b> <b>1 552</b>	<b>1 662</b> <b>1 523</b>	
<b>Total</b>	<b>18 676</b> <b>17 687</b>	<b>9 376</b> <b>8 176</b>	<b>9 015</b> <b>7 700</b>	<b>0</b> <b>0</b>	<b>0</b> <b>0</b>	<b>4 017</b> <b>3 255</b>	<b>4 595</b> <b>3 945</b>	<b>32 069</b> <b>29 118</b>	<b>32 287</b> <b>29 332</b>	

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>1 724</b>	<b>0</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	121
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	70	26
Autres décaissements non budgétaires	0	0
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>1 794</b>	<b>147</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>472</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	0	28
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	443
<b>Total des besoins</b>	<b>1 794</b>	<b>619</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>0</b>	<b>239</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	45	270
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	87	111
Autres encaissements non budgétaires	0	0
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>133</b>	<b>619</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>1 661</b>	<b>0</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	368	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	1 293	0
<b>Total des financements</b>	<b>1 794</b>	<b>619</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Les résultats financiers 2023 traduisent le dynamisme du développement de l'école, avec des ressources en croissance notamment sur les contrats et conventions de formation et de recherche, en lien avec les objectifs de son Contrat d'Objectif et de Performance 2022-2026.

La situation financière d'ENSTA Paris est saine, avec un solde budgétaire et un résultat comptable positifs sur 2023, et en amélioration par rapport à ceux votés au budget initial.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2022 (1)	Prévision 2023 (2)	Réalisation 2023
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>214</b>	<b>238</b>	<b>226</b>
– sous plafond	168	181	170
– hors plafond	46	57	56
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>		2	
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
– rémunérés par l'État par d'autres programmes	1	1	1
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes		1	

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

S'agissant des effectifs en ETPT, la consommation d'emplois SPL en 2023 (170,2 ETPT) est croissante par rapport à 2022 (167,5 ETPT), et continue de se rapprocher du plafond d'emplois voté en LFi (181 ETPT). L'activité de recrutement et d'intégration reste très dynamique avec des entrées SPL en forte augmentation par rapport à 2022 (42 ETP en 2023 contre 29 ETP en 2022), et un volume de sorties stable à hauteur de 31 ETP.

L'ENSTA Paris a exécuté un schéma d'emplois de +10,5 ETP, pour une cible fixée en PLF 2023 à +4 ETP.

## OPÉRATEUR

ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace

## ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Le contrat d'objectifs et de performance 2022-2026, signé en avril 2022, a pour ambition de renforcer la position de l'ISAE SUPAERO en tant que leader international pour la formation supérieure à l'ingénierie aérospatiale en s'affirmant comme un acteur majeur des transitions du secteur aérospatial civil et militaire.

Il se structure autour de quatre axes :

1. Contribuer au progrès de la société en accentuant l'impact de nos activités de formation et de recherche ;
2. Être un acteur majeur des transitions du secteur aérospatial civil et militaire : décarbonation, NewSpace, innovation ;
3. S'appuyer encore davantage sur nos partenariats et nos réseaux pour accroître l'impact de nos activités ;
4. Travailler nos fondamentaux pour assurer l'avenir.

En 2023, L'Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace (ISAE SUPAERO) a poursuivi ses travaux avec l'École nationale de l'Aviation Civile (ENAC) et l'Office National d'Études et de Recherches Aérospatiales (ONERA), en vue de mieux mutualiser leurs forces complémentaires dans le domaine de l'ingénierie aérospatiale.

Le campus s'est enrichi avec la poursuite des opérations de travaux de rénovation énergétique liées au Plan de Relance Immobilier.

L'institut a mis en place sa nouvelle organisation afin de répondre aux enjeux du COP (fusion des directions de formation, création d'une direction du développement et de l'innovation) tout en continuant à développer ses ressources propres.

## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2022		Prévision LFI 2023		Réalisation 2023	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P185 – Diplomatie culturelle et d'influence</b>						<b>5</b>
Transferts						5
<b>P216 – Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur</b>	<b>32</b>	<b>13</b>				
Subventions pour charges de service public	32	13				
<b>P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation</b>	<b>7</b>	<b>2</b>			<b>8</b>	<b>8</b>
Transferts	7	2			8	8
<b>P144 – Environnement et prospective de la politique de défense</b>	<b>47 911</b>	<b>43 391</b>	<b>43 213</b>	<b>43 213</b>	<b>46 837</b>	<b>46 445</b>
Subventions pour charges de service public	38 735	38 735	40 849	40 849	41 335	41 335
Dotations en fonds propres	1 617	1 617			2 364	2 364
Transferts	7 559	3 039			3 137	2 745
Subventions d'investissement			2 364	2 364		
<b>P141 – Enseignement scolaire public du second degré</b>	<b>83</b>	<b>83</b>			<b>75</b>	<b>75</b>
Transferts	83	83			75	75
<b>P218 – Conduite et pilotage des politiques économiques et financières</b>					<b>114</b>	
Transferts					114	
<b>P150 – Formations supérieures et recherche universitaire</b>	<b>215</b>	<b>215</b>	<b>176</b>	<b>176</b>	<b>207</b>	<b>207</b>
Subventions pour charges de service public	215	215	176	176	207	207
<b>P231 – Vie étudiante</b>					<b>5</b>	<b>5</b>
Transferts					5	5
<b>P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables</b>		<b>8</b>				<b>129</b>
Transferts		8				129
<b>P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle</b>	<b>-50</b>					
Transferts	-50					
<b>P304 – Inclusion sociale et protection des personnes</b>	<b>22</b>	<b>22</b>			<b>18</b>	<b>18</b>
Transferts	22	22			18	18
<b>P363 – Compétitivité</b>		<b>50</b>				
Transferts		50				
<b>P147 – Politique de la ville</b>	<b>67</b>	<b>67</b>			<b>68</b>	<b>68</b>
Transferts	67	67			68	68
<b>Total</b>	<b>48 287</b>	<b>43 850</b>	<b>43 389</b>	<b>43 389</b>	<b>47 332</b>	<b>46 961</b>

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

Sur la SCSP MINARM, le montant final comprend un complément de dotation correspondant à la revalorisation du point d'indice, la prime pouvoir d'achat et les bourses sur critères sociaux pour 486 k€.

Les transferts sur le P144 non prévus en LFI correspondent à des contrats de recherche financés par l’AID.

Les transferts sur le P141, le P147 et le P231 non prévus en LFI correspondent à des financements au titre des cordées de la réussite.

La subvention sur le P150 plus élevée qu’en LFI correspond à une SCSP du MESR pour le financement des doctorants.

Les transferts sur le P190 non prévus en LFI correspondent à des contrats de recherche financés par la DGAC.

## COMPTE FINANCIER 2023

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *	Produits	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
Personnel <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	42 941 4 000	42 457 4 048	Subventions de l'État <i>– subventions pour charges de service public – crédits d'intervention( transfert)</i>	40 182 40 182	41 542 41 542
Fonctionnement autre que les charges de personnel	32 804	33 160	Fiscalité affectée	65	554
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	7 233	6 303
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>	9 400 9 400	10 802 10 801 1	Revenus d'activité et autres produits <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions dont produits de cession d'éléments d'actif  dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	26 560   5 500	25 090  134 159 5 751
<b>Total des charges</b>	<b>75 745</b>	<b>75 617</b>	<b>Total des produits</b>	<b>74 039</b>	<b>73 490</b>
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	1 706	2 128
Total : équilibre du CR	75 745	75 617	Total : équilibre du CR	75 745	75 617

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *	Ressources	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	2 194	2 630
Investissements	10 428	6 723	Financement de l'actif par l'État	2 246	4 103
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	405	92
			Autres ressources	5 000	159
Remboursement des dettes financières	2 056	2 114	Augmentation des dettes financières		2
<b>Total des emplois</b>	<b>12 484</b>	<b>8 837</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>9 845</b>	<b>6 987</b>
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement	2 639	1 850

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat déficitaire de l'exercice traduit la difficulté de l'établissement à faire face aux évolutions de la masse salariale ainsi qu'à l'augmentation significative des coûts liés aux matières premières, à l'énergie et à l'inflation de manière générale.

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2022	Budget initial 2023	Compte financier 2023
22 883	12 781	19 261

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2023		Compte financier 2023 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel (yc enveloppe recherche)	42 941	42 941	42 989	42 989
Fonctionnement (yc enveloppe recherche)	25 143	23 104	22 887	20 276
Intervention	0	0	0	0
Investissement (yc enveloppe recherche)	11 720	12 484	7 365	8 812
<b>Dont enveloppe recherche</b>	<b>22 600</b>	<b>22 092</b>	<b>20 901</b>	<b>19 953</b>
- Personnel enveloppe recherche	15 584	15 584	14 543	14 543
- Fonctionnement enveloppe recherche	5 087	4 579	4 199	3 533
- Investissement enveloppe recherche	1 929	1 929	2 159	1 877
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>79 803</b>	<b>78 529</b>	<b>73 241</b>	<b>72 078</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	0	0	4 048	4 048

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>60 709</b>	<b>63 093</b>
Subvention pour charges de service public	40 182	41 542
Autres financements de l'État	189	2 551
Fiscalité affectée	65	83
Autres financements publics	256	302
Recettes propres	20 018	18 615
<b>Recettes fléchées</b>	<b>10 071</b>	<b>5 357</b>
Financements de l'État fléchés	5 837	2 800
Autres financements publics fléchés	3 992	2 426
Recettes propres fléchées	242	131
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>70 780</b>	<b>68 450</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)</b>	<b>7 749</b>	<b>3 628</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Enseignement	14 502	1 826	1 643	0	0	30	30	16 357	16 175
	16 543	2 028	1 844	0	0	79	113	18 651	18 500
Recherche	15 584	5 087	4 579	0	0	1 929	1 929	22 600	22 092
	14 543	4 200	3 533	0	0	2 159	1 877	20 901	19 953
Soutien	12 551	13 083	11 859	0	0	9 761	8 470	35 395	32 879
	11 903	11 477	10 118	0	0	4 950	6 681	28 330	28 702
Vie étudiante	304	5 146	5 024	0	0	0	2 056	5 450	7 383
	0	5 182	4 781	0	0	177	142	5 359	4 923
<b>Total</b>	<b>42 941</b>	<b>25 143</b>	<b>23 104</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 720</b>	<b>12 484</b>	<b>79 803</b>	<b>78 529</b>
	<b>42 989</b>	<b>22 887</b>	<b>20 276</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 365</b>	<b>8 812</b>	<b>73 241</b>	<b>72 078</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>7 749</b>	<b>3 628</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	1 748	1 320
Autres décaissements non budgétaires	0	331
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>9 496</b>	<b>5 279</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	0	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	0
<b>Total des besoins</b>	<b>9 496</b>	<b>5 279</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	1 524	1 401
Autres encaissements non budgétaires	0	257
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>1 524</b>	<b>1 658</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>7 972</b>	<b>3 621</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	3 893	2 138
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	4 079	1 483
<b>Total des financements</b>	<b>9 496</b>	<b>5 279</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le tableau relatif à l'équilibre financier est l'outil d'appréciation de l'équilibre budgétaire.

Il reprend, en entrée, le solde budgétaire (-3.62 M€) et agrège les opérations qui font l'objet d'un traitement en comptabilité générale et qui n'apparaissent pas en opérations budgétaires.

Le tableau détermine la variation de trésorerie qui consiste en un prélèvement de la trésorerie à hauteur de 3.62 M€ (6.14 M€ en 2022) à l'issue de l'exercice.

Le tableau des opérations pour compte de tiers retrace les opérations non budgétaires, notamment, le traitement de la TVA qui génère structurellement un crédit, dans la mesure où la TVA collectée est toujours inférieure à la TVA déduite.

Les opérations pour compte de tiers sont des opérations comptables pour lesquelles l'ISAE n'a pas de marge de manœuvre et joue le rôle d'intermédiaire, en reversant des crédits à des tiers. Les encaissements et les décaissements peuvent être décalés dans la pluriannualité mais ils s'équilibrent in fine. Concernant l'année 2023 les décaissements équilibrent presque parfaitement les décaissements, si bien que le prélèvement sur la trésorerie est quasiment identique au solde budgétaire.

Le niveau de trésorerie, à l'issue de l'exercice se situe à 19.26 M€ (22.88 M€ en 2022).

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2022 (1)	Prévision 2023 (2)	Réalisation 2023
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>596</b>	<b>628</b>	<b>609</b>
– sous plafond	411	412	412
– hors plafond	185	216	197
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>		12	13
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
– rémunérés par l'État par d'autres programmes	1	2	1
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

Les ETPT sous plafond État ont été consommés à hauteur de 411.6 pour une autorisation d'emploi notifiée de 412 ETPT et une consommation à 411.14 en 2022.

Les emplois hors plafond État ont été consommés à hauteur de 196.6 ETPT (184.58 ETPT en 2022).



L'institut a ainsi consommé le plafond d'emploi (608.2 ETPT) à hauteur de 97 %, grâce à un pilotage en amélioration constante de son processus RH, et dans la logique des Responsabilités et Compétences Élargies (RCE) mises en œuvre depuis 2021. Le taux de rigidité (Dépenses de personnels/recettes encaissés) s'établit à 62.8 %.

L'ISAE a exécuté un schéma d'emplois de -2,4 ETP, pour une cible fixée en PLF 2023 à 0 ETP.

## OPÉRATEUR

ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

En 2023, l'ONERA présente un résultat net comptable de 4,0 M€ soit 6,6 M€ de plus que le budget initial voté en déficit (-2,6 M€) en raison, d'une part, d'une hausse de l'activité contractuelle qui fait plus que compenser le resserrement de la production immobilisée et d'autre part, d'une maîtrise de ses charges courantes.

L'accroissement de l'activité contractuelle a conduit à dégager une capacité d'autofinancement supérieure aux prévisions (32,0 M€ vs 18,9 M€ budgétés) et qui reste en ligne la réalisation 2022 (33,7 M€), permettant ainsi de mieux financer les investissements nécessaires à l'évolution de l'activité.

En termes de recettes contractuelles, le niveau a atteint 143,78 M€, soit un accroissement de 14,05 M€ par rapport à 2022.

En termes de prises de commandes, les nouveaux contrats enregistrés en 2023 conduisent à un montant de notifications de 177 M€, jamais atteint. Elles font de l'année 2023 une nouvelle année historique et conduisent à une valorisation du carnet de commandes de 251,6 M€.

Même si le niveau de la trésorerie non fléchée reste faible en fin d'année 2023, l'ensemble de ces résultats constitue un signal fort et tangible de la confiance de l'ensemble des partenaires de l'Office.

### FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2022		Prévision LFI 2023		Réalisation 2023	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P144 – Environnement et prospective de la politique de défense</b>	<b>114 999</b>	<b>113 815</b>	<b>117 082</b>	<b>117 082</b>	<b>123 357</b>	<b>124 306</b>
Subventions pour charges de service public	111 459	111 459	114 488	114 488	119 461	119 461
Dotations en fonds propres					2 593	2 593
Transferts	3 540	2 356			1 302	2 252
Subventions d'investissement			2 593	2 593		
<b>P218 – Conduite et pilotage des politiques économiques et financières</b>					<b>79</b>	
Transferts					79	
<b>P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables</b>	<b>5 199</b>	<b>17 712</b>				<b>24 967</b>
Transferts	5 199	17 712				24 967
<b>P192 – Recherche et enseignement supérieur en</b>						<b>21</b>

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2022		Prévision LFI 2023		Réalisation 2023	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>matière économique et industrielle</b>						
Transferts						21
<b>P207 – Sécurité et éducation routières</b>					1	1
Transferts					1	1
<b>P363 – Compétitivité</b>	90	40				
Transferts	90	40				
<b>P348 – Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs</b>					125	125
Dotations en fonds propres					125	125
<b>P424 – Financement des investissements stratégiques</b>	3 600	1 702			10 937	2 954
Transferts	3 600	1 702			10 937	2 954
<b>Total</b>	<b>123 887</b>	<b>133 269</b>	<b>117 082</b>	<b>117 082</b>	<b>134 499</b>	<b>152 374</b>

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

## COMPTE FINANCIER 2023

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *	Produits	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
Personnel	172 670	173 154	Subventions de l'État	119 461	119 461
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	471	499	<i>– subventions pour charges de service public</i>	119 461	119 461
			<i>– crédits d'intervention( transfert)</i>		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	118 846	117 463	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	1 400	2 387
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	26 300	33 724	Revenus d'activité et autres produits	168 046	172 779
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	26 300	33 720	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>	550	695
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>		4	<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		104
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	4 200	5 043
<b>Total des charges</b>	<b>291 516</b>	<b>290 617</b>	<b>Total des produits</b>	<b>288 907</b>	<b>294 627</b>
Résultat : bénéfice		4 011	Résultat : perte	2 609	
Total : équilibre du CR	291 516	294 627	Total : équilibre du CR	291 516	294 627

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *	Ressources		
			Budget initial 2023	Compte financier 2023 *	
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	18 941	31 893
Investissements	82 942	49 282	Financement de l'actif par l'État	4 289	2 726
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	3 038	156
			Autres ressources	21 000	
Remboursement des dettes financières	170	114	Augmentation des dettes financières	10	105
<b>Total des emplois</b>	<b>83 112</b>	<b>49 397</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>47 278</b>	<b>34 880</b>
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement	35 834	14 517

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat net comptable s'établit à 4,0 M€ en raison d'une hausse des produits d'activité contractuelle et d'une maîtrise des charges courantes.

Le niveau des frais de personnel traduit une augmentation de la provision congés payés de 2,9 M€ ainsi que la comptabilisation d'une provision intéressement à hauteur de 0,7 M€.

Une capacité d'autofinancement qui progresse de 13 M€ associée à un investissement inférieur au niveau budgété a permis de ne pas faire appel à la 2<sup>e</sup> tranche d'emprunt BEI, initialement budgétée en 2023 (21 M€).

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2022	Budget initial 2023	Compte financier 2023
66 346	32 986	56 469

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2023		Compte financier 2023 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	186 615	186 615	183 777	183 777
Fonctionnement	78 804	78 241	67 863	66 840
Intervention	50	50	15	15
Investissement	118 325	67 066	48 177	42 936
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>383 794</b>	<b>331 972</b>	<b>299 833</b>	<b>293 569</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	472	472	499	499

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>284 588</b>	<b>280 687</b>
Subvention pour charges de service public	119 461	119 461
Autres financements de l'État	10 292	10 086
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	13 305	4 365
Recettes propres	141 530	146 774
<b>Recettes fléchées</b>	<b>1 262</b>	<b>125</b>
Financements de l'État fléchés	1 262	125
Autres financements publics fléchés	0	0
Recettes propres fléchées	0	0
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>285 850</b>	<b>280 812</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>	<b>46 122</b>	<b>12 757</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	Budget initial Compte financier *	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1. Activités conduites par les unités de recherche	126 376	29 270	24 233	0	0	43 704	37 411	<b>199 350</b>	<b>188 020</b>	
	122 835	23 258	20 861	0	0	31 255	26 724	<b>177 348</b>	<b>170 420</b>	
2. Actions communes pour les activités de recherche	30 085	14 910	15 981	50	50	2 409	2 959	<b>47 454</b>	<b>49 075</b>	
	30 065	15 094	15 068	15	15	3 923	2 410	<b>49 097</b>	<b>47 557</b>	
3. Fonctions support transverses	30 154	34 624	38 027	0	0	72 212	26 696	<b>136 990</b>	<b>94 877</b>	
	30 878	29 511	30 912	0	0	12 999	13 803	<b>73 388</b>	<b>75 592</b>	
<b>Total</b>	<b>186 615</b>	<b>78 804</b>	<b>78 241</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>118 325</b>	<b>67 066</b>	<b>383 794</b>	<b>331 972</b>	
	<b>183 777</b>	<b>67 863</b>	<b>66 840</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>48 177</b>	<b>42 936</b>	<b>299 833</b>	<b>293 569</b>	

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>46 122</b>	<b>12 757</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	170	114
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	19 236	21 503
Autres décaissements non budgétaires	0	1 439
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>65 528</b>	<b>35 813</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	0	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	4 334
<b>Total des besoins</b>	<b>65 528</b>	<b>35 813</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	21 010	1
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	22 300	25 997
Autres encaissements non budgétaires	0	-62
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>43 310</b>	<b>25 936</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>22 218</b>	<b>9 877</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	14 211
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	22 218	0
<b>Total des financements</b>	<b>65 528</b>	<b>35 813</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le tableau d'équilibre financier souligne la position de la trésorerie globale à mettre en relation avec l'amélioration du solde budgétaire de 33,3 M€.

Les opérations au nom et pour le compte de tiers recouvrent les opérations relatives à la TVA collectée et déductible. Elles incluent également les financements de programmes dont l'ONERA est coordinateur et qui sont à destination d'autres partenaires. Fin décembre 2023, l'ONERA a perçu le financement d'un projet européen pour 7,3 M€ qui fera l'objet d'un reversement en 2024. Le montant des autres encaissements non budgétaires correspond aux encaissements réalisés en N-1 et rapprochés d'un titre de paiement en 2023.

Quant à la trésorerie dite fléchée, les opérations suivies comme telles sont les travaux de renforcement du bâtiment de la soufflerie S1 à Modane-Avrieux, le plan de rénovation des souffleries ainsi que le programme de regroupement immobilier de l'Office.

## ■ CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2022 (1)	Prévision 2023 (2)	Réalisation 2023
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>1 997</b>	<b>2 038</b>	<b>2 023</b>
– sous plafond	1 769	1 795	1 777
– hors plafond	228	243	246
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>	35		
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>			<b>1</b>
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			1
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

La hausse des effectifs hors plafond est liée à l'embauche des effectifs CPOR (effectifs consacrés à la production contractuelle, contrat à durée déterminée). L'effet du recrutement des effectifs CPOR, débuté courant 2022, se fait pleinement sentir en 2023.

L'ONERA a exécuté un schéma d'emplois de +24,3 ETP, pour une cible fixée en PLF 2023 à +20 ETP.

## OPÉRATEUR

### X - Ecole polytechnique

#### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'École polytechnique a connu de nombreuses avancées en 2023, seconde année du COP 2022-2026. Elle a poursuivi le développement de ses formations. L'évolution du cycle ingénieur votée au CA de juin 2023 a été mise en œuvre avec le démarrage du nouveau cours « enjeux de défense » dès la rentrée et la finalisation du cours « Engineering sustainability ». Le programme Bachelor a atteint la cible fixée au lancement du programme avec 157 étudiants en première année en 2023. Concernant les MSc&T, de nouveaux diplômés ont ouvert notamment le programme Data and Economics for Public Policy en partenariat avec la Cour des comptes et Data Sciences for Finances avec HEC. Au total, l'École enregistre une croissance de 3 % de ses effectifs étudiants entre 2022 et 2023, avec une progression notable du programme Bachelor (+10 %) et des MScT (+18 %). L'année 2023 a également vu l'ouverture du CPES avec le lycée international Paris Saclay en collaboration avec l'Université Paris Saclay.

L'X et IP Paris ont remporté plusieurs appels à projet en 2023. L'AAP ASDESR (5,7 M€) et l'AAP PUI (Pôle Universitaire d'Innovation) pour un montant identique permettront d'une part de développer et diversifier les ressources d'IP Paris en renforçant les partenariats industriels et d'autre part d'augmenter le flux d'innovations issues des laboratoires et le transfert de technologies tout en accompagnant l'entrepreneuriat. Concernant l'innovation, le Drahi-X a incubé 44 startups.

L'année 2023 poursuit la trajectoire 2022 avec le lancement de deux nouveaux centres interdisciplinaires dédiés aux matériaux (M4S) et aux enjeux croisés entre arts, sciences et société (SPIRAL). Les chercheurs de l'École ont également été distingués en 2023 pour leur excellence scientifique avec l'attribution de 3 ERC.

Au-delà des financements publics, l'École a également signé plusieurs partenariats avec des acteurs privés, comme la chaire Accélération Laser-Plasma haute cadence avec l'Institut Pierre Lamoure, la chaire sur l'architecture des systèmes complexes avec plusieurs industriels de la défense, la chaire sur l'IA de confiance avec le Crédit Agricole, la chaire avec le CEA-DAM dédiée à la physique des hautes densités d'énergie et de la fusion inertielle et la création du laboratoire commun COMHET dédié à la propulsion spatiale électrique, avec Safran et le CNRS.

L'École polytechnique continue le déploiement de son plan climat avec des résultats notables sur la formation. En 2023, 100 % des étudiants auront été exposés dans leur parcours à ces thématiques. En outre, le plan de sobriété énergétique a permis de réduire la consommation de gaz de 20 % en 2023 et le deuxième bilan carbone de l'École est en cours de finalisation.

Les actions en faveur de l'égalité des chances se sont structurées avec une stratégie en 5 piliers et l'ouverture du centre égalité des chances IP Paris soutenu par la générosité d'un premier mécène.

Concernant les fonctions d'appui, la réorganisation financière est désormais en place avec le déploiement des responsables aux affaires financières et la comptabilité analytique a présenté ses premiers résultats sur les cursus. Le plan de transformation de la fonction et de la politique RH présenté en conseil d'administration en décembre 2022 se déploie avec une forte amélioration du processus de recrutement en 2023, un doublement du budget alloué à la formation professionnelle des personnels et un rehaussement des primes annuelles des personnels administratifs et de soutien afin de mieux refléter la performance des équipes.

Concernant les travaux immobiliers, le bâtiment d'enseignement mutualisé a été mis en service en novembre 2023, tandis que les travaux du pôle de mécanique seront terminés début 2024. La procédure de sélection du maître d'œuvre pour la restructuration de l'ensemble central a été lancée avec une notification du marché de maîtrise d'œuvre prévue à la fin du premier trimestre 2024. De même, l'entreprise en charge de la conception-réalisation du nouveau bâtiment de recherche devrait être retenue à l'été 2024. Compte tenu de

la situation financière fin 2023, il n'a pas été nécessaire de tirer la première tranche de l'emprunt auprès de la BEI.

L'École polytechnique a lancé, à l'initiative du Gouvernement, une réforme de sa gouvernance conjointe avec celle d'IP Paris, visant à renforcer la performance et la visibilité des deux entités dans la compétition internationale.

## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2022		Prévision LFI 2023		Réalisation 2023	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation</b>	<b>5</b>	<b>5</b>			<b>5</b>	<b>5</b>
Transferts	5	5			5	5
<b>P144 – Environnement et prospective de la politique de défense</b>	<b>110 294</b>	<b>104 631</b>	<b>115 275</b>	<b>115 275</b>	<b>129 094</b>	<b>124 129</b>
Subventions pour charges de service public	96 656	96 656	101 089	101 089	103 439	103 439
Dotations en fonds propres	4 000	4 000			16 276	16 276
Transferts	9 638	3 975			9 379	4 415
Subventions d'investissement			14 186	14 186		
<b>P146 – Équipement des forces</b>	<b>12</b>	<b>12</b>			<b>24</b>	<b>24</b>
Transferts	12	12			24	24
<b>P141 – Enseignement scolaire public du second degré</b>					<b>3</b>	<b>3</b>
Transferts					3	3
<b>P214 – Soutien de la politique de l'éducation nationale</b>	<b>25</b>	<b>25</b>			<b>25</b>	<b>25</b>
Subventions pour charges de service public	25	25			25	25
<b>P218 – Conduite et pilotage des politiques économiques et financières</b>					<b>108</b>	
Transferts					108	
<b>P150 – Formations supérieures et recherche universitaire</b>	<b>5 291</b>	<b>5 291</b>	<b>5 123</b>	<b>5 123</b>	<b>5 647</b>	<b>5 647</b>
Subventions pour charges de service public	5 291	5 291	5 123	5 123	5 647	5 647
<b>P231 – Vie étudiante</b>	<b>17</b>	<b>17</b>			<b>4</b>	<b>4</b>
Subventions pour charges de service public	1	1			1	1
Transferts	16	16			3	3
<b>P124 – Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales</b>					<b>52</b>	<b>13</b>
Subventions pour charges de service public					52	13
<b>P363 – Compétitivité</b>	<b>90</b>	<b>355</b>				<b>50</b>
Transferts	90	355				50
<b>P147 – Politique de la ville</b>	<b>30</b>	<b>30</b>			<b>35</b>	<b>35</b>
Transferts	30	30			35	35
<b>Total</b>	<b>115 765</b>	<b>110 367</b>	<b>120 398</b>	<b>120 398</b>	<b>134 997</b>	<b>129 935</b>

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

Pour l'École polytechnique, la subvention a été notifiée pour un montant initial de 101 088 989 € dont 1 679 254 € de réserve. En cours d'année, le surgel notifié a porté la réserve à 1 940 100 €. La levée de la réserve en fin d'année a permis à l'École de recevoir le paiement des 1 940 100 € gelés. En outre,

2 350 000 € supplémentaires ont été octroyés à l'École pour compenser les mesures salariales. Finalement, la subvention allouée s'est élevée à 103 439 989 €.

En 2022, l'École a perçu 4 000 000 € de subvention d'investissement. La subvention d'investissement pour 2023 s'est élevée à 14 186 402 € dont 709 320 € de réserve. En raison du gel supplémentaire, la réserve portée à 851 184 €. En fin d'année, l'École a reçu le paiement des 851 184 € gelés grâce à la levée de la réserve, mais aussi 2 089 447 € supplémentaires. En définitive, la subvention reçue s'est élevée à 16 276 849 €. La subvention d'investissement est fléchée pour la mise en œuvre de la stratégie immobilière de L'École conformément à son SPSI et au COP 2022-2026. Il s'agit notamment de financer la rénovation du cœur de l'École et des laboratoires

En 2023, l'École a effectivement obtenu 5 835 k€ de subventions du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, contrairement à ce qui s'affiche dans le tableau ci-dessus. Ces fonds sont alloués à la rémunération des doctorants.

## COMPTE FINANCIER 2023

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *	Produits	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
Personnel	116 783	112 665	Subventions de l'État	99 410	103 439
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	<i>4 000</i>	<i>4 099</i>	<i>– subventions pour charges de service public</i>	<i>99 410</i>	<i>103 439</i>
			<i>– crédits d'intervention( transfert)</i>		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	59 653	57 358	Fiscalité affectée		109
Intervention (le cas échéant)		1 322	Autres subventions	38 843	26 576
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	12 000	14 265	Revenus d'activité et autres produits	38 406	44 718
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	<i>12 000</i>	<i>14 245</i>	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		<i>1 495</i>
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>		<i>20</i>	<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	<i>4 400</i>	<i>4 178</i>
<b>Total des charges</b>	<b>176 436</b>	<b>171 345</b>	<b>Total des produits</b>	<b>176 659</b>	<b>174 842</b>
Résultat : bénéfice	223	3 496	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	176 659	174 842	Total : équilibre du CR	176 659	174 842

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée



## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *	Ressources		
			Budget initial 2023	Compte financier 2023 *	
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	7 823	12 089
Investissements	36 548	26 931	Financement de l'actif par l'État	13 477	17 030
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	16 135	3 464
			Autres ressources		
Remboursement des dettes financières		325	Augmentation des dettes financières		333
<b>Total des emplois</b>	<b>36 548</b>	<b>27 256</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>37 434</b>	<b>32 916</b>
Augmentation du fonds de roulement	886	5 660	Diminution du fonds de roulement		

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Grâce à des travaux conséquents et continus, l'équilibre comptable a été rétabli en 2021 (+2,7 M€) et 2022 (+4,4 M€). En 2023, le résultat enregistre également un bénéfice de 3,5 M€.

À la fin de l'année 2022, le niveau du fonds de roulement s'élevait à 17 857 k€. Suite à l'apport de 5 660 k€ réalisé en 2023, le niveau atteint 23 517 k€ au 31/12/2023.

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2022	Budget initial 2023	Compte financier 2023
53 049	39 628	54 530

Fin 2023, la trésorerie de l'École atteint 54 530 k€. Plus de 3/4 de la trésorerie provient de financements fléchés pour mettre en œuvre des contrats de recherche et pour financer les opérations immobilières.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2023		Compte financier 2023 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel (yc enveloppe recherche)	116 783	116 783	114 382	114 382
Fonctionnement (yc enveloppe recherche)	48 137	47 703	44 716	40 796
Intervention	0	0	0	0
Investissement (yc enveloppe recherche)	37 843	36 548	19 635	26 640
<b>Dont enveloppe recherche</b>	<b>60 501</b>	<b>60 101</b>	<b>55 726</b>	<b>65 172</b>
- Personnel enveloppe recherche	40 874	40 874	39 908	39 908
- Fonctionnement enveloppe recherche	12 808	12 098	8 685	8 503
- Investissement enveloppe recherche	6 819	7 129	7 132	16 761
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>202 762</b>	<b>201 034</b>	<b>178 733</b>	<b>181 818</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	4 000	4 000	4 099	4 099

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>136 456</b>	<b>137 705</b>
Subvention pour charges de service public	99 410	103 439
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	0	0
Recettes propres	37 046	34 266
<b>Recettes fléchées</b>	<b>63 201</b>	<b>50 906</b>
Financements de l'État fléchés	19 547	22 111
Autres financements publics fléchés	11 425	1 893
Recettes propres fléchées	32 229	26 902
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>199 657</b>	<b>188 611</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b>	<b>0</b>	<b>6 794</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>	<b>1 377</b>	<b>0</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	Budget initial Compte financier *	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Appui	17 517	4 470	4 363	0	0	1 730	2 100	23 717	23 980	
	12 802	4 718	4 158	0	0	2 344	2 360	19 864	19 320	
Enseignement	49 049	5 916	6 300	0	0	545	830	55 510	56 179	
	53 661	7 928	5 026	0	0	1 605	2 226	63 194	60 914	
Recherche	40 874	12 808	12 098	0	0	6 819	7 129	60 501	60 101	
	39 908	8 685	8 503	0	0	7 132	16 761	55 726	65 172	
Vie de campus	9 343	24 943	24 943	0	0	28 749	26 489	63 035	60 775	
	8 010	23 385	23 109	0	0	8 554	5 293	39 949	36 412	
<b>Total</b>	<b>116 783</b>	<b>48 137</b>	<b>47 703</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37 843</b>	<b>36 548</b>	<b>202 762</b>	<b>201 034</b>	
	<b>114 382</b>	<b>44 716</b>	<b>40 796</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19 635</b>	<b>26 640</b>	<b>178 733</b>	<b>181 818</b>	

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>1 377</b>	<b>0</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	253	325
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	15 032
Autres décaissements non budgétaires	2 000	-853
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>3 630</b>	<b>14 503</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>3 710</b>	<b>1 481</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	442	6 471
Abondement de la trésorerie non fléchée	3 267	0
<b>Total des besoins</b>	<b>7 340</b>	<b>15 984</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>0</b>	<b>6 794</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	5 340	333
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	7 975
Autres encaissements non budgétaires	2 000	883
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>7 340</b>	<b>15 984</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	0	4 989
<b>Total des financements</b>	<b>7 340</b>	<b>15 984</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

#### Emprunt auprès de la banque européenne d'investissement (BEI)

Pour rappel, le montant du contrat de financement avec la BEI s'élève à 70 M€. Étant donné la situation de la trésorerie de l'École en 2023, il n'a pas été nécessaire de réaliser le tirage de la première tranche de 5 M€.

#### Dépôts et cautionnements

Les garanties demandées au titre des logements accroîtront la trésorerie disponible de 9 k€ :

+333 k€ de remboursements de dépôts et cautionnement

-326 k€ de nouveaux dépôts et cautionnement

#### Opérations au nom et pour le compte de tiers

La gestion opérationnelle de certains flux financiers au profit de partenaires (CIEDS, etc.) a entraîné le versement de 7,9 M€ pour 6 M€ encaissés. De la même manière le traitement des flux financiers de la TVA en entraîné un décalage de la trésorerie de -5,1 %€ (1,96 M€ de TVA collectée sur les encaissements clients pour 7 M€ de TVA versés aux fournisseurs).

+6 793 k€	: Solde budgétaire
+9 k€	: Dépôts et cautionnements
-1 952 k€	: opérations pour compte de tiers (CIEDS, X-Forum, etc.)
-5 104 k€	: TVA
+1 735 k€	: autres opérations non budgétaires
<b>+1 481 k€</b>	<b>: TOTAL</b>

La variation des montants des autres encaissements non budgétaires correspond aux variations du compte d'attentes. La somme négative au compte financier 2023 indique qu'il y a eu plus de régularisations budgétaires que de nouvelles sommes portées au compte d'attente.

En conclusion, le résultat des opérations budgétaires et des opérations non budgétaires a engendré un excédent de trésorerie de 1 481 k€. Le niveau de trésorerie au 31/12/2022 était de 53 049 k€, au 31/12/2023 la trésorerie atteint donc 54 530 k€.

## ■ CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2022 (1)	Prévision 2023 (2)	Réalisation 2023
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>3 068</b>	<b>3 203</b>	<b>3 129</b>
– sous plafond	2 637	2 691	2 658
– hors plafond	431	512	471

	Réalisation 2022 (1)	Prévision 2023 (2)	Réalisation 2023
<i>dont contrats aidés</i>	10	16	
<i>dont apprentis</i>			10
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>	<b>1</b>		<b>0</b>
– rémunérés par l'État par d'autres programmes	1		0
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

L'exécution des emplois sous plafond s'établit à 2 658 ETPT en 2023 pour un plafond d'autorisations d'emplois dévolu de 2 691 ETPT (soit une exécution de 98,7 %). Ce total inclut les 1 653 ETPT des élèves polytechniciens.

Le différentiel de 33 ETPT (entre l'autorisation de la Loi de Finances et l'exécution) est dû à une vacance de postes liées à des difficultés de recrutements notamment sur certains métiers en tension. Néanmoins, en fin d'exercice 2023, l'École réalise 2 688 ETP et les postes autorisés sont soit pourvus, soit en cours de recrutement.

L'École a exécuté un schéma d'emplois de +15 ETP, pour une cible fixée en PLF 2023 à +11 ETP.

L'exécution des emplois hors-plafond s'établit à 471 ETPT en 2023 (contre 431 ETPT en 2022).

A noter que les apprentis avaient été comptabilisés précédemment à tort dans les contrats aidés.

Les ressources propres/fléchées de 434 ETPT sont composées comme suit :

- Ressources fléchées : 318 ETPT financés par des conventions, chaires et levées de fonds.
- Ressources non fléchées : 74 ETPT issus des ressources propres générées par des frais d'inscription aux nouvelles formations et 42 ETPT provenant de recettes complémentaires (IP Paris, Executive Master, Valéo...).

## OPÉRATEUR

IPP - Institut Polytechnique de Paris

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Créé par un décret du 31 mai 2019, l'Institut polytechnique de Paris (IP Paris) poursuit son développement sur un rythme rapide depuis 4 ans :

- En matière d'enseignement, IP Paris assure la gestion centralisée des étudiants en masters IP Paris et des doctorants dans le cadre de l'école doctorale pluridisciplinaire IP Paris, coaccréditée avec HEC Paris, et de l'école doctorale de Mathématiques Hadamard (EDMH), co-accréditée avec l'Université Paris-Saclay. Le nombre total d'étudiants inscrits à IP Paris et dans ses écoles-membres est en progression conformément aux objectifs de moyen terme de l'Institut. Afin d'atteindre ces objectifs, l'institut mobilise les ressources des appels à projets dont il a été lauréat : en 2020, 4 Écoles Universitaires de Recherche (EUR ; 14 M€ sur 10 ans) ; en 2022, AMI compétences et métiers d'avenir relatif à des formations en intelligence artificielle (7,8 M€ sur 3 ans).
- L'une des principales ambitions d'IP Paris est de mettre en œuvre, à partir de 2023, le centre de recherche IP Paris notamment en mobilisant les ressources des appels à projets France 2030 dont il a déjà été lauréat : en 2022, Excellence sous toutes ses formes (ExcellencES ; 28 M€ sur 7 ans) ; en

2023, Europe et Mécénat d'Entreprise pour des Ressources AUGmentées DURablement (ASDESR ; 5,7 M€ sur 10 ans) ainsi que pour la première fois de financements dédiés à la recherche attribués par l'Union Européenne. La construction de ce centre de recherche est fondée sur une trentaine d'unités de recherche disciplinaires et sur 6 centres interdisciplinaires à fort impact sociétal qui bénéficient de financements privés conséquents.

- Par ailleurs, IP Paris est très actif dans le domaine de l'innovation et de l'entrepreneuriat et va renforcer son action en 2024 grâce à l'appel à projets France 2030 PUI Innovation (5,7 M€ sur 5 ans) dont il a été lauréat en 2023.

Enfin, l'établissement public expérimental IP Paris va connaître des évolutions transformantes de sa gouvernance et un renforcement de ses fonctions de pilotage et support consécutivement à la nomination d'un nouveau Président par intérim en septembre 2023.

L'année 2023 est la quatrième année d'exécution budgétaire de l'Institut Polytechnique de Paris. Le compte financier 2023 se caractérise par des recettes globalement en ligne avec le budget initial 2023 approuvé par le conseil d'administration en décembre 2022, mais des dépenses décalées sur 2024, notamment des dépenses fléchées correspondant au financement ExcellencES qui contribue pour environ 3 millions d'euros à l'excédent budgétaire en 2023.

## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2022		Prévision LFI 2023		Réalisation 2023	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>P144 – Environnement et prospective de la politique de défense</b>	<b>3 236</b>	<b>3 236</b>	<b>3 462</b>	<b>3 462</b>	<b>3 569</b>	<b>3 569</b>
Subventions pour charges de service public	3 236	3 236	3 462	3 462	3 569	3 569
<b>P150 – Formations supérieures et recherche universitaire</b>	<b>231</b>	<b>231</b>	<b>231</b>	<b>231</b>	<b>556</b>	<b>556</b>
Subventions pour charges de service public	231	231	231	231	556	556
<b>P172 – Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires</b>					<b>10</b>	<b>10</b>
Transferts					10	10
<b>P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle</b>	<b>3 381</b>	<b>3 381</b>	<b>3 700</b>	<b>3 700</b>	<b>3 526</b>	<b>3 526</b>
Subventions pour charges de service public	3 381	3 381	3 700	3 700	3 526	3 526
<b>Total</b>	<b>6 848</b>	<b>6 848</b>	<b>7 393</b>	<b>7 393</b>	<b>7 661</b>	<b>7 661</b>

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

Les financements apportés à l'opérateur par l'État sont globalement en ligne avec les crédits inscrits en LFI, la prise en compte par le MinArm et le MESR des mesures de revalorisation salariales décidées en 2023 compensant la non levée de la mise en réserve et le surgel par le MEFSIN. L'écart est lié à un financement fléché attribué par le MESR (package CPJ).

## COMPTE FINANCIER 2023

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *	Produits	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
Personnel	4 170	3 556	Subventions de l'État	6 873	7 095
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	120	94	– subventions pour charges de service public	6 873	7 095
			– crédits d'intervention( transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	18 675	4 122	Fiscalité affectée		68
Intervention (le cas échéant)	110	8 625	Autres subventions	2 330	6 516
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	110	272	Revenus d'activité et autres produits	12 009	4 758
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	110	272	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	110	211
<b>Total des charges</b>	<b>22 955</b>	<b>16 303</b>	<b>Total des produits</b>	<b>21 212</b>	<b>18 438</b>
Résultat : bénéfice		2 135	Résultat : perte	1 743	
Total : équilibre du CR	22 955	18 438	Total : équilibre du CR	22 955	18 438

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *	Ressources	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
Insuffisance d'autofinancement	1 743		Capacité d'autofinancement		2 197
Investissements	1 075	587	Financement de l'actif par l'État		
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		
			Autres ressources		3
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
<b>Total des emplois</b>	<b>2 818</b>	<b>587</b>	<b>Total des ressources</b>		<b>2 200</b>
Augmentation du fonds de roulement		1 614	Diminution du fonds de roulement	2 818	

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le compte de résultat présente un résultat positif de 2,1 M€.

Après prise en compte des dotations aux amortissements et provisions (+0,3 M€) nettes de la quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs (-0,2 M€) et des investissements (0,6 M€), l'apport au fonds de roulement s'établit à 1,6 M€ ce qui conduit à un niveau final du fonds de roulement de 9,9 M€ fin 2023.

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2022	Budget initial 2023	Compte financier 2023
10 199	2 693	14 263

La trésorerie qui s'élève à 14,3 M€ fin 2023 se répartit entre 8 M€ de trésorerie globalisée et 6,3 M€ de trésorerie fléchée. Le niveau des restes à payer s'inscrit 5,9 M€ fin 2023.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2023		Compte financier 2023 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel (yc enveloppe recherche)	4 170	4 170	3 825	3 825
Fonctionnement (yc enveloppe recherche)	18 675	18 675	13 032	12 207
Intervention	0	0	0	0
Investissement (yc enveloppe recherche)	1 175	1 075	704	505
<b>Dont enveloppe recherche</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Personnel enveloppe recherche	0	0	0	0
- Fonctionnement enveloppe recherche	0	0	0	0
- Investissement enveloppe recherche	0	0	0	0
<b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>	<b>24 020</b>	<b>23 920</b>	<b>17 560</b>	<b>16 538</b>
dont contributions employeur au CAS pensions	120	120	202	202

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Recettes globalisées</b>	<b>10 251</b>	<b>10 394</b>
Subvention pour charges de service public	6 873	7 095
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	1 819	1 817
Recettes propres	1 559	1 482
<b>Recettes fléchées</b>	<b>10 851</b>	<b>10 304</b>
Financements de l'État fléchés	511	554
Autres financements publics fléchés	5 498	7 453
Recettes propres fléchées	4 842	2 297
<b>Total des recettes (C)</b>	<b>21 102</b>	<b>20 698</b>
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)</b>	<b>0</b>	<b>4 160</b>
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)</b>	<b>2 818</b>	<b>0</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
TOTAL	4 170 3 825	18 675 13 032	18 675 12 207	0 0	0 0	1 175 704	1 075 506	24 020 17 560	23 920 16 538	
<b>Total</b>	<b>4 170 3 825</b>	<b>18 675 13 032</b>	<b>18 675 12 207</b>	<b>0 0</b>	<b>0 0</b>	<b>1 175 704</b>	<b>1 075 506</b>	<b>24 020 17 560</b>	<b>23 920 16 538</b>	

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>	<b>2 818</b>	<b>0</b>
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	18
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	129
Autres décaissements non budgétaires	0	2
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b>	<b>2 818</b>	<b>148</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>4 063</b>
Abondement de la trésorerie fléchée	0	2 965
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	1 098
<b>Total des besoins</b>	<b>2 818</b>	<b>4 211</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2023	Compte financier 2023 *
<b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>	<b>0</b>	<b>4 160</b>
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	46
Autres encaissements non budgétaires	0	5
<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b>	<b>0</b>	<b>4 211</b>
<b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>	<b>2 818</b>	<b>0</b>
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	2 818	0
<b>Total des financements</b>	<b>2 818</b>	<b>4 211</b>

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2022 (1)	Prévision 2023 (2)	Réalisation 2023
<b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>	<b>33</b>	<b>47</b>	<b>44</b>
– sous plafond	22	22	22
– hors plafond	11	25	22



	Réalisation 2022 (1)	Prévision 2023 (2)	Réalisation 2023
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>			
<b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b>			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

Les emplois hors plafond financés sur ressources propres, permettant d'accompagner l'évolution des missions dévolues à l'EPE IP Paris sous contrainte de plafond d'emplois, se développent rapidement passant de 11 à 22 ETPT entre 2022 et 2023.

L'IP Paris a exécuté un schéma d'emplois de +3 ETP, pour une cible fixée en PLF 2023 à 0 ETP.